Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 24

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Martedì, 29 gennaio 1952** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1951

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 luglio 1951, n. 1621.

Esecuzione della Convenzione che regola la circolazione del bestiame alla frontiera italo-francese e lo scambio di informazioni concernenti l'apparizione di alcune malattie contagiose degli animali e relativo scambio di Note, conclusi a Roma, tra l'Italia e la Francia, il 29 gennaio 1951.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri e del Presidente del Consiglio dei Ministri, di concerto con i Ministri per l'interno, per le finanze e per l'agricoltura e foreste;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione che regola la circolazione del bestiame alla frontiera italo-francese e lo scambio di informazioni concernenti l'apparizione di alcune malattie contagiose degli animali e scambio di Note, conclusi a Roma, tra l'Italia e la Francia, il 29 gennaio 1951.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore conformemente a quanto stabilito dall'art. 10 della Convenzione.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 luglio 1951

EINAUDI

DE GASPERI — SCELBA — VANONI — SEGNI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 15 dicembre 1951
Atti del Governo, registro n. 47, foglio n. 83. — FRASCA

Convention en vue de réglementer la circulation du bétail a la frontière italo-française et l'échange d'informations concernant l'apparition de certaines maladies contagieuses des animaux.

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Française, désirant réglementer à nouveau, dans l'esprit de la convention précédemment en vigueur du 19 mars 1913, la circulation du bétail à la frontière italo-française, et l'échange immédiat des informations entre les autorités compétentes des deux Etats en cas d'apparition de certaines maladies contagieuses des animaux, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Les maladies contagieuses affectant les animaux au sujet desquelles il y a lieu à information réciproque, sont les suivantes: rage, morve et farcin, anémie infectieuse, dourine, fièvre aphteuse, peste bovine, péripneumonie contagieuse, fièvre charbonneuse, charbon symptomatique, brucellose bovine, mélitococcie ovine et caprine, clavelée, gale (équine, bovine, ovine, caprine), pneumo-entérite du porc, rouget, peste aviaire, psittacose.

La communication des avis s'étend du côté français sur les départements frontière de la Haute-Savoie, Savoie, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes.

Du côté italien sur les provinces de Turin (Torino), Coni (Cuneo) et Imperia et sur la région de la Vallée d'Aoste (Valle d'Aosta).

Elle a lieu du côté français par les soins des Préfets de la Haute-Savoie, Savoie, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes. Du côté italien par les soins des Préfets des provinces de Turin, Coni et Imperia et du Président de la J[illegible] régionale de la Vallée d'Aoste.

Les informations ont lieu entre les autorités des territoires contigus des deux Etats.

Les informations relatives aux maladies des animaux sont fournies toutes les quinzaines par l'échange de bulletins sanitaires. Seule l'apparition de la fièvre aphteuse, de la peste bovine, de la péripneumonie contagieuse et de la clavelée doit être annoncée, chaque fois qu'elle est constatée, au moyen d'une déclaration spéciale transmise dans le plus bref délai.

Article 2

Pacage de longue durée
(Alpage, estivage, hivernage).

La pénétration dans chaque Etat contractant des animaux équidés, bovidés, ovidés, caprins et porcins est autorisée après l'accomplissement des formalités suivantes:

1. — Les animaux d'un pays contractant destinés au pacage sur le territoire de l'autre pays au delà de la douane du pays d'introduction doivent être inscrits, 15 jours avant le départ, auprès du Maire ou du Syndic (Sindaco) de la commune où ils séjournent.

L'inscription doit contenir:

a) les nom, prénoms et domicile du propriétaire des animaux;

b) l'espèce et le nombre des animaux de chaque espèce;

c) le lieu où séjournent les animaux au moment de l'inscription;

d) l'indication de la commune et des pâturages de destination;

e) le chemin que les animaux ont à parcourir pour rejoindre les paturages auxquels ils sont destinés et le mode de transport (à pied, voie ferrée, etc.);

f) le bureau de douane par où ces animaux doivent entrer dans le pays de destination.

La demande signée par le Maire est immédiatement envoyée à la Préfecture.

2. — Après avoir reçu les demandes, le Préfet délègue le vétérinaire d'Etat, ou le vétérinaire spécialement désigné à cet effet par l'Etat, dans la localité où se trouvent les animaux destinés au pacage.

3. — Le vétérinaire d'Etat, ou spécialement désigné par l'Etat à cet effet, doit visiter chaque animal et s'assurer que tout le troupeau est indemne de maladie contagieuse et qu'il n'a pas été exposé à la contagion.

4. — A la suite de cette visite par le vétérinaire d'Etat ou spécialement désigné à cet effet par l'Etat, le Maire ou le Syndic (Sindaco) délivre un certificat de provenance et de santé signé aussi par ledit vétérinaire, certificat constatant que:

a) les animaux sont indemnes de maladies contagieuses;

b) le territoire de la commune de provenance et une zone large de 4 kilomètres, autour de ce territoire sont, depuis 40 jours au moins, indemnes:

— de fièvre aphteuse pour les espèces bovine, ovine, caprine et porcine;

— de peste et de péripneumonie contagieuse pour l'espèce bovine:

— de clavelée pour les espèces ovine et caprine;

— de maladies infectieuses (rouget, pneumo-entérite pour l'espèce porcine);

c) les ruminants et les porcs ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse depuis 15 jours au moins et 5 mois au plus (le cas échéant, les modalités de la vaccination feront l'objet d'un protocole spécial entre les deux pays).

Ce certificat est rédigé d'après les modèles joints à la Convention; il est valable pendant 10 jours, et sa validité peut être prolongée d'une égale période à la suite d'une nouvelle visite par un vétérinaire d'Etat ou spécialement agréé par l'Etat.

Au bureau de douane de l'Etat de destination, la visite sanitaire est faite par un vétérinaire d'Etat ou désigné à cet effet par l'Etat.

5. — Chaque Etat s'engage à organiser l'inspection vétérinaire aux bureaux de douane de pénétration et à fixer les jours et les heures de visite de manière à entraver le moins possible la circulation des animaux. Les Etats contractants se communiquent réciproquement les jours et heures de visite par l'intermédiaire des Préfets.

Lorsqu'une maladie contagieuse est constatée au moment de la visite à la frontière, les animaux atteints et les animaux contaminés sont refoulés dans l'Etat de provenance.

Article 3

Réglementation de la circulation des animaux destinés au pacage journalier et des animaux servant aux travaux agricoles entre les communes frontières.

Ces animaux seront astreints à aucune formalité sanitaire jusqu'au moment où une maladie contagieuse apparaîtra.

Article 4

Réglementation de la circulation des animaux solipèdes et des bovidés servant au transport des personnes et des marchandises.

Ces animaux ne peuvent pénétrer sur le territoire de l'Etat voisin que s'ils sont accompagnés d'un certificat délivré par le Maire ou le Syndic (Sindaco) attestant que dans la commune d'où ils proviennent il n'existe pas, depuis 40 jours au moins, de fièvre aphteuse sur les espèces bovine, ovine, caprine et porcine, et qu'en outre aucune autre maladie réputée contagieuse par la législation sanitaire propre à chaque Etat n'est constatée dans l'exploitation de provenance.

Ce certificat doit mentionner les nom, prénoms et domicile du propriétaire ainsi que le signalement individuel des animaux.

Ce certificat qui ne doit pas avoir plus de vingt jours de date doit être présenté à toute réquisition des agents de l'autorité. Il doit être immédiatement retiré par le Maire de la commune de provenance des mains du bénéficiaire si les conditions de délivrance stipulées ci-dessus cessent d'exister.

Toutefois, et par dérogation aux dispositions précédentes, les animaux solipèdes attelés ou montés servant aux voyageurs de commerce, aux entrepreneurs de transport, aux forains et nomades circulant dans la zone frontière doivent être accompagnés aux lieu et place du certificat de provenance d'un certificat de santé n'ayant pas plus de 20 jours de date, délivré par un vétérinaire français ou italien attestant qu'il a visité les animaux et que ceux-ci sont indemnes de toute maladie réputée contagieuse.

Article 5

Réglementation du transit des animaux.

Sont soumis aux dispositions relatives au pacage de longue durée les animaux qui, pour gagner un Etat tiers ou en retourner, transitent par le territoire de l'autre Etat contractant.

Sont soumis à la visite sanitaire par les vétérinaires inspecteurs à la frontière des Etats intéressés, les animaux qui, pour se rendre d'un point à un autre de leur Etat d'origine, transitent par le territoire de l'autre Etat contractant.

Article 6

Les animaux destinés à fréquenter les territoires compris entre la ligne frontière et la ligne douanière sont assimilés, en ce qui concerne les prescriptions sanitaires règlant leur circulation, aux animaux de pacage journalier, sous réserve que la présente disposition ne porte pas atteinte aux droits qui sont accordés par les traités et conventions antérieurs.

Article 7

Les bergers français et italiens accompagnant les troupeaux au pacage de longue durée sont dispensés de l'obligation du passeport. Toutefois, ils ne sont autorisés à franchir la frontière franco-italienne, et à séjourner sur le territoire de l'un ou l'autre des deux Etats, que s'ils sont en possession:

a) d'une pièce d'identité nationale revêtue d'une photographie récente;

b) d'un laissez-passer conforme au modèle figurant en annexe. Ce titre est délivré, sur demande reçue et transmise par le Maire: en France, par l'autorité préfectorale, et en Italie, par la questure. Il comporte les énonciations suivantes: nom, prénoms, date et lieu de naissance, numéro de la carte d'identité produite, date et autorité de délivrance, lieu et durée du séjour en Italie ou en France, point de franchissement de la frontière. Il est visé, lors du passage de la frontière, en France, par le Commissaire des Renseignements Généraux ou le chef de la brigage de gendarmerie frontière la plus proche, en Italie, par le Chef du bureau de police de frontière.

Les enfants âgés de moins de 15 ans peuvent être inscrits sur le laissez-passer du berger qu'ils accompagnent. Ils sont dispensés de la production d'une pièce d'identité.

Article 8

Les bergers italiens accompagnant les troupeaux transitant à travers le territoire français à destination d'un Etat tiers doivent être munis d'un passeport national en cours de validité, à moins que les autorités de l'Etat tiers n'acceptent l'entrée sur leur territoire de ces bergers sous le couvert d'un laissez-passer.

Les bergers français et italiens accompagnant les troupeaux qui, pour se rendre d'un point à l'autre de leur Etat d'origine, transitent par le territoire de l'autre Etat contractant peuvent franchir la frontière franco-italienne, tant à l'entrée qu'à la sortie, sous le seul couvert d'un laissez-passer qui est délivré directement et visé par les Chefs des postes de police frontière français ou italien compétent.

Article 9

Un échange de lettres entre les deux Etats fixera les dispositions d'ordre douanier relatives aux animaux conduits au pacage dans l'un ou l'autre Etat, et aux produits provenant desdits animaux.

Article 10

La présente Convention entrera en vigueur dès qu'elle sera ratifiée par les Gouvernements contractants. Elle pourra être dénoncée en tout temps moyennant avis donné un an à l'avance par la voie diplomatique. Elle pourra également être dénoncée, après avis motivé donné par la même voie dans les cas où l'existance d'une maladie épizootique constituerait un danger très grave nécessitant des mesures exceptionnelles de protection.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 29 janvier 1951.

Pour l'Italie — SFORZA

Pour la France — J FOUQUES DUPARC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

REPUBLIQUE FRANÇAISE   N° d'ordre

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
(Service Vétérinaire)

Département de .... Arrondissement de ... Commune de ... .

Certificat de santé et de provenance pour le pacage des animaux en Italie

(valable pour les animaux isolés ou pour des troupeaux appartenant au même propriétaire ou conduits par la même personne)

Nombre d'animaux de chaque espèce:
Equidés
Bovins
Ovins
Caprins .
Porcins . .

Nombre total

Signalement . . . .
Signes particuliers
Nom et prénoms, domicile du propriétaire .
Nom et prénoms, domicile du conducteur
Commune et localité de provenance . .
Commune et localité de destination
Chemin à parcourir jusqu'au bureau de douane du pays de destination et le mode de transport (à pied, voie ferrée, etc.)
Bureau de douane par lequel les animaux doivent pénétrer dans le pays de destination .

Les soussignés déclarent que les animaux ci-dessus sont sains, qu'ils proviennent d'une commune remplissant les conditions spécifiées dans la convention franco-italienne du . . . .

Le présent certificat est valable pour 10 jours.
Date du certificat . . . . .
Jour de l'échéance . . . .

Sceau de la Mairie   *Le Maire*   *Le vétérinaire de la Commune*

Le présent certificat est régulier et authentique. Les animaux sont arrivés sains à la frontière.

Le Vétérinaire à la frontière

Visa
selon le cas, du Directeur départemental des services vétérinaires (pour la France) ou du Vétérinaire provincial (pour l'Italie) ou d'un vétérinaire désigné par l'Etat.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de .
Commune de .

Demande de laissez-passer pour un berger accompagnant des troupeaux en Italie

Nom . . . .
Prénoms . . . .
Date et lieu de naissance . .
Carte d'identité n° . . . . . . délivrée le . . . .
A . . par . . . .
Résidence en France . . . .
Indication du lieu de destination en Italie . . .
Durée approximative du séjour en Italie . . . .
Point de franchissement de la frontière franco-italienne . . . .

Fait à . . . . le . . . .

Le Maire
(signature et cachet)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Préfecture de . . . . . .

Sous Préfecture de . . . .

Laissez-passer

(application de la Convention de pacage franco-italienne du . . .)

Nom . . . . Prénoms . . . .

Date et lieu de naissance . . . .

Carte d'identité n° . . . . Délivrée le

par

Résidence en France . . . . .

Lieu de destination en Italie . . . .

Durée du sejour . . . .

Point de franchissement de la frontière . . . .

Délivré à . . . .

Le . . . .

Visa

des autorités de contrôle italiennes

Le Préfet

ou

le *Sous-Préfet*

(signature et cachet)

Observations. — Le présent laissez-passer n'est valable que s'il est présente accompagné de la carte d'identité nationale de son bénéficiaire.

Il permet à son porteur de franchir la frontière franco-italienne par le point de passage mentionné ci-dessus, de séjourner en Italie et de revenir en France à l'expiration du délai indiqué.

REPUBBLICA ITALIANA

N° d'ordine .

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Alto Commissariato dell'Igiene e della Sanità Pubblica

Provincia di . . . Comune di . . .

Certificato di sanità
e di provenienza per il pascolo degli animali in Francia

(valevole per gli animali isolati o per i greggi appartenenti ad uno stesso proprietario o condotti dalla stessa persona).

Numero degli animali di ogni specie:

Equini . . . .
Bovini . . . .
Ovini . . . . Numero totale . .
Caprini . . . . . .
Porcini . . . .

Dati segnaletti . . . .
Segni particolari . . . .
Cognome e nome, domicilio del proprietario . . . .
Cognome e nome, domicilio del conduttore . . . .
Comune e località di provenienza. . . . .
Comune e località di destinazione
Percorso da seguirsi fino all'Ufficio doganale del Paese di destinazione e modo di trasporto (a piedi, per ferrovia, etc.)
Ufficio doganale per il quale gli animali devono entrare nel Paese di destinazione

I sottoscritti dichiarano che gli animali di cui sopra sono sani, che provengono da un Comune in possesso dei requisiti specificati nella Convenzione italo-francese del . . . .

Il presente certificato vale per 10 giorni.

Data del certificato . . . .
Giorno di scadenza . . . .

Timbro del Comune *Il Sindaco* *Il Veterinario del Comune*

Il presente certificato è regolare ed autentico. Gli animali sono arrivati sani alla frontiera.

Il Veterinario di frontiera

Visto,
a seconda dei casi, del Direttore dipartimentale dei servizi veterinari (per la Francia) o del Veterinario Provinciale (per l'Italia), o di un Veterinario designato dallo Stato.

REPUBBLICA ITALIANA

Provincia di . . . . .

Comune di . . . .

Richiesta di lasciapassare
per un pastore accompagnante dei greggi in Francia

Cognome . . . .

Nome . . . .

Data e luogo di nascita . . . .

Carta d'identità . . . . rilasciata il . . . .

a . . . . da . . . .

Residente in Italia . . . .

Indicazione del luogo di destinazione in Francia . . . .

Durata approssimativa del soggiorno in Francia . . . .

Punto di attraversamento della frontiera italo-francese . . . .

Fatto a . . . . il . . . .

Il Sindaco
(firma e timbro)

REPUBBLICA ITALIANA

MINISTERO DELL'INTERNO

Prefettura di . . . .

Lasciapassare

(applicazione della Convenzione italo-francese per il pascolo del . . .)

Cognome . . . . Nome . . . .

Data e luogo di nascita . . . .

Carta d'identità n° . . . . Rilasciata il . . . .
da . . . .

Residenza in Italia . . . .

Luogo di destinazione in Francia . . . .

Durata del soggiorno . . . .

Punto di attraversamento della frontiera . . . .

Rilasciato . . . .
il . . . .

Visto
delle Autorità di controllo francesi

Il Prefetto
o
il Vice Prefetto
(Firma e timbro)

Osservazioni. — Il presente lasciapassare non è valido se non è presentato unitamente alla carta d'identità nazionale del suo beneficiario.

Permette al suo latore di attraversare la frontiera italo-francese nel luogo più sopra indicato, di soggiornare in Francia e di ritornare in Italia allo spirare del termine indicato.

LETTRE ANNEXE N. 1

AMBASSADE DE FRANCE
EN ITALIE

Rome, le 29 janvier 1951

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la liste des maladies contagieuses figurant à l'article 1 de la convention signée à la date de ce jour.

La « Brucellose bovine », mentionnée dans cette liste, est classée en Italie comme maladie légalement contagieuse, alors qu'en France sa déclaration n'est pas obligatoire.

Les renseignements que le Gouvernement français pourra être amené à donner à ce sujet seront donc nécessairement incomplets.

D'autre part, la Délégation italienne a bien voulu faire savoir que la « melitococcie ovine et caprine » n'est pas soumise en Italie à une déclaration obligatoire comme elle l'est en France.

Le Gouvernement français comprend que, dans ces conditions, les services italiens ne pourront pas donner, en ce qui concerne cette maladie, des renseignements aussi précis que pour les autres maladies contagieuses figurant dans la liste précitée. Il serait toutefois reconnaissant aux services italiens de bien vouloir communiquer aux services français les informations qu'il pourra recueillir à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

J. FOUQUES DUPARC

Son Excellence le Comte Carlo SFORZA
Ministre des Affaires Etrangères
Palais Chigi ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LETTRE ANNEXE N. 1-*bis*

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI

Rome, le 29 janvier 1951

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit:

« J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la liste des maladies contagieuses figurant à l'article 1 de la convention signée à la date de ce jour.

La « Brucellose bovine », mentionnée dans cette liste, est classée en Italie comme maladie légalement contagieuse, alors qu'en France sa déclaration n'est pas obligatoire.

Les renseignements que le Gouvernement français pourra être amené à donner à ce sujet seront donc nécessairement incomplets.

D'autre part, la Délégation italienne a bien voulu faire savoir que la « melitococcie ovine et caprine » n'est pas soumise en Italie à une déclaration obligatoire comme elle l'est en France.

Le Gouvernement française comprend que, dans ces conditions, les services italiens ne pourront pas donner, en ce qui concerne cette maladie, des renseignements aussi précis que pour les autres maladies contagieuses figurant dans la liste précitée. Il serait toutefois reconnaissant aux services italiens de bien vouloir communiquer aux services français les informations qu'il pourra recueillir à ce sujet ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que mon Gouvernement prend acte de la déclaration du Gouvernement français en ce qui concerne la « Brucellose bovine », et que les services italiens donneront, dans la mesure du possible, tous renseignements aux services français compétents en ce qui concerne la « melitococcie ovine et caprine ».

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

SFORZA

Son Excellence Monsieur Jacques FOUQUES-DUPARC
Ambassadeur Extraordinaire et Plenipotentiaire de la République Française — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LETTRE ANNEXE N. 2

AMBASSADE DE FRANCE
EN ITALIE

Rome, le 29 janvier 1951

Monsieur le Ministre,

En me conformant aux stipulations de l'article 9 de la Convention signée à la date de ce jour en vue de réglementer la circulation du bétail à la frontière franco-italienne et l'échange d'informations concernant l'apparition de certaines maladies contagieuses des animaux, j'ai l'honneur de proposer à l'approbation de Votre Excellence les dispositions suivantes d'ordre douanier relatives aux animaux conduits au pacage dans l'un ou l'autre Etat et aux produits provenant des dits animaux:

a) *Pacage journalier ou frontalier.*

On désigne sous le nom de pacage journalier ou frontalier celui qui est pratiqué sur les pâturages à cheval sur la frontière ou situés à proximité de celle-ci, peu avant la ligne des bureaux et brigades de douanes les plus rapprochés de la frontière, les animaux restant logés dans les étables de leur pays d'origine.

L'importation et l'exportation des animaux conduits au pacage journalier ou frontalier, du territoire de l'un des Etats contractants sur celui de l'autre Etat, seront

dispensées des formalités relatives au contrôle du commerce extérieur et des changes et exemptes de tout droit d'entrée ou de sortie.

Chaque Etat s'engage en outre à dispenser de toutes formalités douanières, telles que compte ouvert, acquit à-caution etc. les animaux de l'autre Etat séjournant sur son sol pour le pacage journalier ou frontalier.

Toutefois, dans le but de prévenir les abus, les équins et le bovins devront être marqués au feu avec la lettre *F* (animaux français) ou la lettre *I* (animaux italiens). Pour les équins, la marque sera faite au feu sur le sabot antérieur gauche, pour les bovins sur l'extérieur du sabot antérieur gauche. Les moutons, les chèvres et les porcs devront être marqués avec une plaque métallique appliquée à l'oreille gauche et portant une des lettres indiquées plus haut.

b) *Pacage de longue durée.*

On désigne sous le nom de pacage de longue durée celui qui est pratiqué, soit à une saison déterminée, soit occasionnellement sur des pâturages situés au delà de la ligne de bureaux et brigades de douanes les plus rapprochés de la frontière.

Les animaux conduits du territoire de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre Etat pour un pacage de longue durée, seront admis à l'importation et à l'exportation en exemption totale des droits d'entrée et de sortie et avec dispense des formalités relatives au contrôle du commerce extérieur et des changes à condition que leur retour s'effectue dans le délai qui sera préalablement fixé et qui, en tous cas, ne pourra être supérieur à 6 mois.

Les douanes des Etats contractants auront la faculté de prescrire que la réimportation et la réexportation des animaux soit garantie par le dépôt du montant des droits ou par une caution. On admettra comme suffisante la caution fournie par une personne honorablement connue, propriétaire de terrains situés dans le pays réclamant cette garantie.

En vue de faciliter l'identification des animaux, ces derniers porteront les marques prévues au § *a*) ci-dessus pour le bétail conduit au pâturage journalier ou frontalier.

Les personnes désireuses de bénéficier de ces facilités devront présenter aux bureaux douaniers compétents des deux Etats contractants un certificat délivré par les autorités communales du lieu de départ, indiquant, d'une façon précise le nom, prénoms et domicile du propriétaire des animaux, le lieu où séjournent habituellement les animaux, la commune et les pâturages où ils sont conduits, les bureaux de douane par où ces animaux doivent franchir la frontière ainsi que le mode de transport et énumérant, avec mention du sexe, de l'âge, de la couleur et des marques, les bêtes constituant le troupeau. Ce certificat sera délivré en triple exemplaire, dont un sera déposé à chacun des bureaux de douane du point de passage pour être annexé aux documents de douane relatifs au troupeau, et le troisième sera conservé par le berger. Sauf autorisation des chefs locaux des douanes, accordée sur demande motivée, le point de passage devra être le même pour les voyages d'aller et retour.

L'exemption de droits et de formalités prévue au présent paragraphe sera étendue au fromage et au beurre provenant du lait produit par les animaux figurant au certificat. La quantité de produits bénéficiant de l'exemption ne pourra en aucun cas dépasser la quantité susceptible d'être normalement produite, compte tenu du nombre et de l'espèce des animaux et de la durée de leur séjour au delà de la frontière.

Cette exemption sera accordée dans les limites des quantités précitées, tant dans le cas où les produits seront importés ou exportés durant la période de pacage, que dans le cas où les produits en question seront importés ou exportés après le retour du bétail, pourvu que, dans le second cas, le bétail ne soit pas rentré depuis plus de quatre semaines.

Pour obtenir l'annulation des engagements souscrits, les soumissionnaires devront représenter au moment du retour les troupeaux à l'identique. Cependant, il ne sera pas tenu compte, à ce sujet des diminutions provenant de mortalité survenue dans le troupeau à la suite d'accident ou de maladie. En outre, les jeunes bêtes mises bas, pendant la période de pacage, par des animaux figurant au certificat, bénéficieront des mêmes exemptions que le troupeau lui-même.

Ces morts et ces naissances devront toutefois avoir été mentionnées par le berger, sur le certificat en sa possession, dans les huit jours de l'événement. Ces mentions devront être certifiées par les autorités municipales du lieu de pacage.

Les autorités douanières se réservent cependant le droit de faire, au sujet de ces augmentations ou diminutions, toutes vérifications ou enquêtes qui paraîtraient nécessaires.

Les certificats mentionnés au présent paragraphe seront rédigés sur des imprimés conformes au modèle bilingue ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

J. FOUQUES DUPARC

Son Excellence le Comte Carlo SFORZA
Ministre des Affaires Etrangères
Palais Chigi - ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	REPUBBLICA ITALIANA
MINISTÈRE DES FINANCES	MINISTERO DELLE FINANZE
Direction Générale des Douanes et Droits Indirects	Direzione Generale delle Dogane e Imposte Indirette

Certificat - Certificato

Pour le pacage des animaux à l'étranger . . . .
Per il pascolo degli animali all'estero . . . . . .

(Convention franco-italienne du . . . . art. 9)
(Convenzione franco-italiana del . art. 9)

Propriétaire des animaux Nom et prénoms . . . .
Proprietario degli animali: cognome e nome . . .

Domicile: . . . .
Domicilio:

Lieu où séjournent habituellement les animaux: . . .
Luogo dove soggiornano abitualmente gli animali: . . . .

Commune et localité de destination:
Comune e località di destinazione: .

Bureau de douane par où les animaux doivent franchir la frontière:
Ufficio doganale per il quale gli animali devono passare il confine: .

Bureau français: Bureau italien:
Ufficio francese: *Ufficio italiano:*

Mode de transport (à pied, par chemin de fer, par camion) .
Modo di trasporto (a piedi, per ferrovie, per carro) .

Nombre total d'animaux: . .
Numero totale degli animali: . .

(Voir au dos le détail des bêtes constituant le troupeau) .
(Vedere al verso il dettaglio delle bestie costituenti la greggia) . .

Fait à le
Fatto a . . . . il . . . . .

LE MAIRE
(Signature et cachet)
IL SINDACO
(Firma e timbro)

Visa des bureaux de douane (visa, signature et cachet)
Vidimazione degli uffici doganali (visto, firma e timbro)

Sortie du pays d'origine	Entrée dans le pays où a lieu le pacage	Sortie du pays où a lieu le pacage	Entrée dans le pays d'origine
Uscita dal paese d'origine	*Entrata nel paese di pascolo*	*Uscita dal paese di pascolo*	*Entrata nel paese d'origine*

Format 21 × 27
Formato

Détail
Dettaglio

des animaux repris au présent certificat
degli animali ripresi al presente certificato

Nombre total (en chiffres et lettres) . . . .
Numero totale: (in cifra e in lettera) . . . .

Nombre de chaque catégorie	Espèce	Sexe	Age	Couleur	Marques	Observations
Numero di ogni categoria	*Specie*	*Sesso*	*Età*	*Colore*	*Marche*	*Osservazioni*

Nota: Les bêtes mortes pendant le pacage devront faire l'objet d'une mention apposée par le berger dans les 8 jours de la mort et certifiée par le maire du lieu du pacage.

Les jeunes bêtes nées, pendant le pacage, des animaux repris ci-dessus devront être ajoutées à la liste dans les 8 jours de la naissance, cette mention devant également être certifiée par le maire du lieu du pacage.

Nota: Le bestie morte durante il pascolo dovranno fare l'oggetto d'una menzione apposta dal pastore entro gli otto giorni dalla morte e certificata dal sindaco del luogo di pascolo.

Le giovani bestie nate, durante il pascolo, dagli animali ripresi qui sopra dovranno essere aggiunte alla lista, entro gli otto giorni dalla nascita, questa menzione dovendo ugualmente essere certificata dal sindaco del luogo di pascolo.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI

LETTRE ANNEXE N. 2-*bis*

Rome, le 29 janvier 1951

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit:

« En me conformant aux stipulations de l'article 9 de la Convention signée à la date de ce jour en vue de réglementer la circulation du bétail à la frontière franco-italienne et l'échange d'informations concernant l'apparition de certaines maladies contagieuses des animaux, j'ai l'honneur de proposer à l'approbation de Votre Excellence les dispositions suivantes d'ordre douanier relatives aux animaux conduits au pacage dans l'un ou l'autre Etat et aux produits provenant des dits animaux:

a) *Pacage journalier ou frontalier.*

On désigne sous le nom de pacage journalier ou frontalier celui qui est pratiqué sur les pâturages à cheval sur la frontière ou situés à proximité de celle-ci, peu avant la ligne des bureaux et brigades de douanes les plus rapprochés de la frontière, les animaux restant logés dans les étables de leur pays d'origine.

L'importation et l'exportation des animaux conduits au pacage journalier ou frontalier, du territoire de l'un des Etats contractants sur celui de l'autre Etat, seront dispensées des formalités relatives au contrôle du commerce extérieur et des changes et exemptes de tout droit d'entrée ou de sortie.

Chaque Etat s'engage en outre à dispenser de toutes formalités douanières, telles que compte ouvert, acquit-à-caution etc. les animaux de l'autre Etat séjournant sur son sol pour le pacage journalier ou frontalier.

Toutefois, dans le but de prévenir les abus, les équins et les bovins devront être marqués au feu avec la lettre F (animaux français) ou la lettre I (animaux italiens). Pour les équins, la marque sera faite au feu sur le sabot antérieur gauche, pour les bovins sur l'extérieur du sabot antérieur gauche. Les moutons, les chèvres et les porcs devront être marqués avec une plaque métallique appliquée à l'oreille gauche et portant une des lettres indiquées plus haut.

b) *Pacage de longue durée.*

On désigne sous le nom de pacage de longue durée celui qui est pratiqué, soit à une saison déterminée, soit occasionnellement sur des pâturages situés au delà de la ligne de bureaux et brigades de douanes les plus rapprochés de la frontière.

Les animaux conduits du territoire de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre Etat pour un pacage de longue durée, seront admis à l'importation et à l'exportation en exemption totale des droits d'entrée et de sortie et avec dispense des formalités relatives au contrôle du commerce extérieur et des changes à condition que leur retour s'effectue dans le délai qui sera préalablement fixé et qui, en tous cas, ne pourra être supérieur à 6 mois.

Les douanes des Etats contractants auront la faculté de prescrire que la réimportation et la réexportation des animaux soit garantie par le dépôt du montant des droits ou par une caution. On admettra comme suffisante la caution fournie par une personne honorablement connue, propriétaire de terrains situés dans le pays réclamant cette garantie.

En vue de faciliter l'identification des animaux, ces derniers porteront les marques prévues au § *a*) ci-dessus pour le bétail conduit au pâturage journalier ou frontalier.

Les personnes désireuses de bénéficier de ces facilités devront présenter aux bureaux douaniers compétents des deux Etats contractants un certificat délivré par les autorités communales du lieu de départ, indiquant, d'une façon précise le nom, prénoms et domicile du propriétaire des animaux, le lieu où séjournent habituellement les animaux, la commune et les pâturages où ils sont conduits, les bureaux de douane par où ces animaux doivent franchir la frontière ainsi que le mode de transport et énumérant, avec mention du sexe, de l'âge, de la couleur et des marques, les bêtes constituant le troupeau. Ce certificat sera délivré en triple exemplaire, dont un sera déposé à chacun des bureaux de douane du point de passage pour être annexé aux documents de douane relatifs au troupeau, et le troisième sera conservé par le berger. Sauf autorisation des chefs locaux des douanes, accordée sur demande motivée, le point de passage devra être le même pour les voyages d'aller et retour.

L'exemption de droits et de formalités prévue au présent paragraphe sera étendue au fromage et au beurre provenant du lait produit par les animaux figurant au certificat. La quantité de produits bénéficiant de l'exemption ne pourra en aucun cas dépasser la quantité susceptible d'être normalement produite, compte tenu du nombre et de l'espèce des animaux et de la durée de leur séjour au delà de la frontière.

Cette exemption sera accordée dans les limites des quantités précitées, tant dans le cas où les produits seront importés ou exportés durant la période de pacage, que dans le cas où les produits en question seront importés ou exportés après le retour du bétail, pourvu que, dans le second cas, le bétail ne soit pas rentré depuis plus de quatre semaines.

Pour obtenir l'annulation des engagements souscrits, les soumissionnaires devront représenter au moment du retour les troupeaux à l'identique. Cependant, il ne sera pas tenu compte, à ce sujet des diminutions provenant de mortalité survenue dans le troupeau à la suite d'accident ou de maladie. En outre, les jeunes bêtes mises bas, pendant la période de pacage, par des animaux figurant au certificat, bénéficieront des mêmes exemptions que le troupeau lui-même.

Ces morts et ces naissances devront, toutefois, avoir été mentionnées par le berger, sur le certificat en sa possession, dans les huit jours de l'événement. Ces mentions devront être certifiées par les autorités municipales du lieu de pacage.

Les autorités douanières se réservent cependant le droit de faire, au sujet de ces augmentations ou diminutions, toutes vérifications ou enquêtes qui paraîtraient nécessaires.

Les certificats mentionnés au présent paragraphe seront rédigés sur des imprimés conformes au modèle bilingue ci-joint.

J'ai l'honneur de vous communiquer l'accord de mon Gouvernement sur les dispositions qui précèdent.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

SFORZA

Son Excellence Monsieur Jacques FOUQUES DUPARC
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

REPUBLIQUE FRANÇAISE	REPUBBLICA ITALIANA
MINISTERE DES FINANCES	MINISTERO DELLE FINANZE
Direction Générale des Douanes et Droits Indirects	Direzione Generale delle Dogane e Imposte Indirette

Certificat - Certificato

Pour le pacage des animaux à l'étranger
Per il pascolo degli animali all'estero . . . . . .

(Convention franco-italienne du . art. 9)
(Convenzione franco-italiana del . art. 9)

Propriétaire des animaux: Nom et prénoms . . . .
Proprietario degli animali: cognome e nome . .

Domicile: . .
Domicilio: .

Lieu où séjournent habituellement les animaux:
Luogo dove soggiornano abitualmente gli animali: .

Commune et localité de destination:
Comune e località di destinazione

Bureau de douane par où les animaux doivent franchir la frontière:
Ufficio doganale per il quale gli animali devono passare il confine .

Bureau français: Bureau italien:
Ufficio francese: *Ufficio italiano:*

Mode de transport (à pied, par chemin de fer, par camion) . . .
Modo di trasporto (a piedi, per ferrovie, per carro)

Nombre total d'animaux:
Numero totale degli animali:

(Voir au dos le détail des bêtes constituant le troupeau)
(Vedere al verso il dettaglio delle bestie costituenti la greggia) . . .

Fait à . . le . . .
Fatto a . . . . *il* . . . . . .

LE MAIRE
(Signature et cachet)
IL SINDACO
(Firma e timbro)

Visa des bureaux de douane (visa, signature et cachet)
Vidimazione degli uffici doganali *(visto, firma e timbro)*

Sortie du pays d'origine	Entrée dans le pays où a lieu le pacage	Sortie du pays où a lieu le pacage	Entrée dans le pays d'origine
Uscita dal paese d'origine	*Entrata nel paese di pascolo*	*Uscita dal paese di pascolo*	*Entrata nel paese d'origine*

Format 21 × 27
Formato

Détail
Dettaglio

des animaux repris au présent certificat
degli animali ripresi al presente certificato

Nombre total: (en chiffres et lettres) . . . .
Numero totale: (in cifra e in lettera) .

Nombre de chaque catégorie	Espèce	Sexe	Age	Couleur	Marques	Observations
Numero di ogni categoria	*Specie*	*Sesso*	*Età*	*Colore*	*Marche*	*Osservazioni*

Nota. Les bêtes mortes pendant le pacage devront faire l'objet d'une mention apposée par le berger dans les 8 jours de la mort et certifiée par le maire du lieu du pacage.

Les jeunes bêtes nées, pendant le pacage, des animaux repris ci-dessus devront être ajoutées à la liste dans les 8 jours de la naissance, cette mention devant également être certifiée par le maire du lieu du pacage.

Nota. Le bestie morte durante il pascolo dovranno fare l'oggetto d'una menzione imposta dal pastore entro gli otto giorni dalla morte e certificata dal sindaco del luogo di pascolo.

I giovani bestie nate, durante il pascolo, dagli animali ripresi qui sopra dovranno essere aggiunte alla lista, entro gli otto giorni dalla nascita, questa menzione dovendo ugualmente essere certificata dal sindaco del luogo di pascolo.

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 settembre 1951, n. 1622.

Esecuzione dell'Accordo di pagamento tra l'Italia e la Norvegia concluso ad Oslo il 22 gennaio 1951.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro e per il commercio con l'estero;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi ad Oslo, tra l'Italia e la Norvegia, il 22 gennaio 1951:

a) Accordo di pagamento;
b) annesso all'Accordo di pagamento;
c) scambi di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 1° febbraio 1951 conformemente a quanto stabilito dall'art. 5 dell'Accordo di pagamento.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Dogliani, addì 18 settembre 1951

EINAUDI

PICCIONI — VANONI — LA MALFA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 dicembre 1951
Atti del Governo, registro n. 47, *foglio n.* 115. — FRASCA

Accord de paiement entre l'Italie et la Norvège

Dans le but de régler les paiements entre l'Italie et la Norvège dans le cadre de l'Accord du 19 septembre 1950 sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements, le Gouvernement italien et le Gouvernement norvégien sont convenus de ce qui suit:

Article 1

a) Pour assurer les moyens de règlement nécessaires aux paiements que des personnes résidant en Norvège peuvent effectuer, selon les dispositions du contrôle des changes en Norvège, aux personnes résidant en Italie, l'Ufficio Italiano dei Cambi agissant pour le compte du Gouvernement italien, vendra à la Norges Bank des lires contre des couronnes norvégiennes qui seront portées au crédit du compte en couronnes visé à l'alinéa *c*) de cet article.

b) Pour assurer les moyens de règlement nécessaires aux paiements que des personnes résidant en Italie peuvent effectuer, selon les dispositions du contrôle des changes en Italie, aux personnes résidant en Norvège, la Norges Bank agissant pour le compte du Gouvernement norvégien, vendra à l'Ufficio Italiano dei Cambi des couronnes norvégiennes contre des lires, qui seront portées au crédit du compte en lires visé à l'alinéa *c*) de cet article.

c) En exécution de ce qui est prévu aux alinéas précédents, la Norges Bank ouvrira au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi un compte en couronnes norvégiennes, dénommé « Compte couronnes »; l'Ufficio Italiano dei Cambi ouvrira au nom de la Norges Bank un compte en lires, dénommé « Conto lire ». Les comptes susdits, qui ne seront pas productifs d'intérêts, ne pourront à aucun moment présenter un solde débiteur.

Article 2

a) La Norges Bank aura le droit à tout moment de vendre à l'Ufficio Italiano dei Cambi, contre tout ou partie des soldes en couronnes détenus par ce dernier au titre du présent Accord, les lires dont elle est créditrice au « Conto lire » visé à l'article 1 (*c*).

b) L'Ufficio Italiano dei Cambi aura le droit à tout moment de vendre à la Norges Bank, contre tout ou partie des soldes en lires détenus par cette dernière au titre du présent Accord, les couronnes dont il est créditeur au « Compte couronnes » visé à l'article 1 (*c*).

Article 3

a) Les opérations découlant de l'exécution du présent Accord s'effectueront sur la base du taux de change entre la couronne et la lire.

b) Ce taux de change sera fixé d'entente entre l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Norges Bank sur la base, d'une part, de la parité de la couronne par rapport au dollar U.S.A., et d'autre part, des cotations du dollar U.S.A. « Conti valutari esportazioni e rimesse » (moyenne arithmétique des cours de clôture cotés aux Bourses de Rome et de Milan) en Italie. Ce taux de change pourra être modifié toutes les fois qu'il sera nécessaire par suite des modifications qui pourront se produire dans les cours susdits, selon les ententes qui interviendront en la matière entre l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Norges Bank.

Article 4

a) L'Ufficio Italiano dei Cambi et la Norges Bank sont chargés de toutes les questions d'ordre technique que le présent Accord pourrait soulever.

b) Les deux Institutions pourront aussi établir de commun accord les dispositions relatives à la décentralisation des paiements par le canal de banques autorisées italiennes et norvégiennes.

Article 5

Le présent Accord, qui remplace l'Accord de paiement du 19 novembre 1949, entrera en vigueur le 1er février 1951; il sera valable pour une période indéfinie et pourra être dénoncé à tout moment par chacune des Parties moyennant préavis de trois mois.

Toutefois, compte tenu du fait que le règlement des soldes se produisant sur les comptes prévus à l'article 1 (*c*) ci-dessus devra avoir lieu dans le cadre de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Payements duquel les deux Pays sont Parties Contractantes, dans le cas de terminaison dudit Accord, ainsi que dans le cas de retrait ou de suspension de l'Union en ce qui concerne l'un ou l'autre des deux Pays, l'application du présent Accord sera immédiatement suspendue. Les deux

Gouvernements se consulteront immédiatement — et si possible avant que les cas susdits se produisent — sur les mesures à adopter pour le règlement des paiements.

Fait à Oslo, en double exemplaire, le 22 janvier 1951.

Pour l'Italie	*Pour la Norvège*
RULLI	HALVARD LANGE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

ANNEXE

À L'ACCORD DE PAIEMENT ENTRE L'ITALIE ET LA NORVÈGE

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Norvégien ont convenu que les dispositions des articles 1 et 2 de l'Accord de paiement signé ce jour s'appliqueront aux paiements afférents à:

1) livraisons de marchandises en Italie en en Norvège effectuées dans le cadre des accords conclus entre le Gouvernement italien et le Gouvernement norvégien

2) services connexes au trafic des marchandises entre l'Italie et la Norvège, tels que: frais de transport de tout genre, frais d'expédition, d'entreposage, de dédouanement, d'assurance-marchandises (primes et indemnités), etc.;

3) commissions, courtages, frais de représentation, de propagande et de publicité;

4) frais et bénéfices relatifs au commerce de transit;

5) frets maritimes dus à des navires battant pavillon italien ou norvégien pour des transport entre l'Italie ou la Norvège et un Pays tiers, ou entre d'autres Pays que l'Italie et la Norvège, pourvu que lesdits frets soient à la charge d'opérateurs italiens ou norvégien et que les contrats relatifs soient stipulés en lires ou en couronnes norvégiennes;

6) transport entre l'Italie et la Norvège de personnes résidant en Italie, respectivement en Norvège, par navires battant pavillon norvégien ou par avions de compagnies norvégiennes, respectivement par navires battant pavillon italien ou par avions de compagnies italiennes;

7) frais encourus (à l'exclusion des frais de bunkers) dans les ports italiens par des navires norvégiens, respectivement dans les ports norvégiens par des navires italiens, tels que: frais et taxes portuaires, y compris les dépenses de capitaine, provisions normales de bord, frais pour les réparations ordinaires, etc.; ainsi que frais encourus dans les aéroports italiens et norvégiens par les avions des compagnies de navigation aérienne norvégiennes, respectivement italiennes;

8) frais normaux de transformation, d'usinage, de montage, de réparation;

9) salaires, appointements, honoraires, cachets, d'artistes et de sportifs, pensions et rentes;

10) secours, frais d'entretien et de subsistance, remises des émigrants;

11) droits et redevances de brevets, licences, marques de fabrique, droits d'auteur, droits d'exploitation de films, dettes afférentes en général au domaine de la propriété intellectuelle et artistique;

12) dépenses et recettes des services publics, impôts, amendes, frais de procédure, etc.;

13) règlement périodique des comptes ouverts entre les Administrations des Postes et Télégraphes et des Chemins de Fer, ainsi que les bénefices accumulés par les compagnies de navigation aérienne et de transport par route des deux Pays;

14) entretien des postes diplomatiques ainsi que les frais des missions diplomatiques ou officielles et ceux des institutions culturelles d'un Pays dans l'autre;

15) frais de séjour et de voyages, frais touristiques, frais d'écolage, frais d'hospitalisation et de cure;

16) assurances et réassurances: primes, soldes, rentes commissions, indemnités, etc.

Le règlement des paiements afférents aux affaires de réassurance sera effectué suivant les dispositions contenues dans les lettres échangées en la matière en date de ce jour;

17) revenus de capitaux: loyers, dividendes, intérêts, bénéfices d'exploitation, etc.;

18) abonnements à journaux, revues et publications périodiques;

19) amortissement contractuel d'emprunts à long terme;

20) différences de change, intérêts et indemnités résultant des operations énumérées ci-dessus;

21) tout autre paiement dont l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Norges Bank conviendront d'autoriser le transfert.

Les paiements définis ci-dessus pourront être effectués quelle que soit la date d'échéance de la créance qui leur a donné l'origine.

Il reste entendu qu'aussi les paiements susmentionnés entre la Norvège et le Territoire de Trieste s'effectueront par la voie des comptes institués par l'Accord de paiement signé en date de ce jour.

Fait à Oslo, en double exemplaire, le 22 janvier 1951.

Pour l'Italie	*Pour la Norvège*
RULLI	HALVARD LANGE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Oslo, le 22 janvier 1951

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'Accord de paiement entre l'Italie et la Norvège signé ce jour, et aux pourparlers qui ont eu lieu à Oslo entre les représentants de la Délégation italienne et les représentants de la Délégation norvégienne au sujet des règlements des rapports de réassurance entre Compagnies italiennes et norvégiennes, j'ai l'honneur de Vous proposer ce qui suit:

1. — *Paiements dérivant d'affaires de réassurance libellées en lires et en couronnes norvégiennes.*

Les soldes de réassurance en faveur des Compagnies d'assurance italiennes et norvégiennes pourront être réglés, de commun accord entre les compagnies intéressées:

— soit moyennant transfert par la voie du « Conto Lire » ou du « Compte Couronnes » prévus par l'Accord susmentionné;

— soit moyennant versement à des comptes ouverts, avec l'autorisation préalable des Autorités com-

pétentes des deux Pays, auprès des banques agréées italiennes, respectivement norvégiennes, au nom des Compagnies d'assurance norvégiennes, respectivement italiennes.

Les disponibilités desdits comptes pourront être utilisées, entre autre, pour les paiements que la Compagnie titulaire doit faire dans le Pays où le compte est tenu pour le règlement de sinistres en dépendance d'affaires d'assurance directes ainsi que pour le règlement de soldes de réassurance en faveur de Compagnies d'un Pays tiers titulaires d'un compte de la même nature, pourvu que les paiements se réfèrent à des affaires originairement libellées en lires ou en couronnes norvégiennes.

Les soldes desdits comptes pourront être aussi transférés par la voie du « Conto Lire » ou du « Compte Couronnes » prévus par l'Accord signé ce jour.

2. — *Paiements dérivant d'affaires de réassurance libellées en devise autre que la lire et la couronne norvégienne.*

Les soldes dérivant d'affaires de réassurance libellées en devise autre que la lire et la couronne norvégienne devront être réglés dans la monnaie contractuelle lorsqu'il s'agit de devise librement transférable.

Si les soldes dérivant d'affaires libellées en devise non librement transférable, le règlement pourra avoir lieu, de commun accord entre les compagnies intéressées,

— soit en la monnaie contractuelle,

— soit comme prévu au paragraphe 1) ci-dessus pour les soldes dérivant d'affaires libellées en lires ou en couronnes norvégiennes.

Si des mesures plus libérales dans le domaine du règlement de rapports de réassurance seront adoptées par le conseil de l'O. E. C. E., l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Norges Bank prendront les dispositions nécessaires en vue de se conformer à ces mesures.

Si le Gouvernement norvégien est d'accord sur ce qui précède, cette lettre et la lettre que Vous voudrez bien me faire parvenir à ce sujet seront considérées comme un accord passé en la matière entre nos deux Gouvernements.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

RULLI

Son Excellence
Monsieur Halvard LANGE
Ministre des Affaires Etrangères — OSLO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Oslo, le 22 janvier 1951

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu m'adresser la communication suivante:

« Me référant à l'Accord de paiement entre l'Italie et la Norvège signé ce jour, et aux pourparlers qui ont eu lieu à Oslo entre les représentants de la Délégation italienne et les représentants de la Délégation norvégienne au sujet des règlements des rapports de réassurance entre Compagnies italiennes et norvégiennes, j'ai l'honneur de Vous proposer ce qui suit:

1. — *Paiements dérivant d'affaires de réassurance libellées en lires et en couronnes norvégiennes.*

Les soldes de réassurance en faveur des Compagnies d'assurance italiennes et norvégiennes pourront être réglés, de commun accord entre les compagnies intéressées:

— soit moyennant transfert par la voie du « Conto Lire » ou du « Compte Couronnes » prévus par l'Accord susmentionné;

— soit moyennant versement à des comptes ouverts, avec l'autorisation préalable des Autorités compétentes des deux Pays, auprès des banques agréées italiennes, respectivement norvégiennes, au nom des Compagnies d'assurance norvégiennes, respectivement italiennes.

Les disponibilités desdits comptes pourront être utilisées, entre autre, pour les paiements que la Compagnie titulaire doit faire dans le Pays où le compte est tenu pour le règlement de sinistres en dépendance d'affaires d'assurance directes ainsi que pour le règlement de soldes de réassurance en faveur de Compagnies d'un Pays tiers titulaires d'un compte de la même nature, pourvu que les paiements se réfèrent à des affaires originairement libellées en lires ou en couronnes norvégiennes.

Les soldes desdits comptes pourront être aussi transférés par la voie du « Conto Lire » ou du « Compte Couronnes » prévus par l'Accord signé ce jour.

2. — *Paiements dérivant d'affaires de réassurance libellées en devise autre que la lire et la couronne norvégienne.*

Les soldes dérivant d'affaires de réassurance libellées en devise autre que la lire et la couronne norvégienne devront être réglés dans la monnaie contractuelle lorsqu'il s'agit de devise librement transférable.

Si les soldes dérivant d'affaires libellées en devise non librement transférable, le règlement pourra avoir lieu, de commun accord entre les compagnies intéressées,

— soit en la monnaie contractuelle,

— soit comme prévu au paragraphe 1) ci-dessus pour les soldes dérivant d'affaires libellées en lires ou en couronnes norvégiennes.

Si des mesures plus libérales dans le domaine du règlement de rapports de réassurance seront adoptées par le conseil de l'O. E. C. E., l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Norges Bank prendront les dispositions nécessaires en vue de se conformer à ces mesures.

Si le Gouvernement norvégien est d'accord sur ce qui précède, cette lettre et la lettre que Vous voudrez bien me faire parvenir à ce sujet seront considérées comme un accord passé en la matière entre nos deux Gouvernements ».

Je Vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

HALVARD LANGE

Son Excellence
Monsieur Guglielmo RULLI
Ministre d'Italie — OSLO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Oslo, le 22 janvier 1951

Monsieur le Ministre,

Me référant aux conversations qui ont eu lieu à Oslo entre les représentants de la Délégation italienne et les représentants de la Délégation norvégienne, j'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement italien à ce que le montant de L. 84.025 figurant au crédit du compte en livres sterling ouvert auprès de la Norges Bank au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, reste réservé au paiement de la somme forfaitaire visée à l'article 1 de l'Accord entre l'Italie et la Norvège pour le règlement réciproque des livraisons suspendues à cause de la guerre, du 12 juin 1948.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de bien vouloir communiquer que le Gouvernement norvégien est d'accord sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

RULLI

Son Excellence
Monsieur Halvard LANGE
Ministre des Affaires Etrangères — OSLO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Oslo, le 22 janvier 1951

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu m'adresser la communication suivante :

« Me référant aux conversations qui ont eu lieu à Oslo entre les représentants de la Délégation italienne et les représentants de la Délégation norvégienne, j'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement italien à ce que le montant de L. 84.025 figurant au crédit du compte en livres sterling ouvert auprès de la Norges Bank au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, reste réservé au paiement de la somme forfaitaire visée à l'article 1 de l'Accord entre l'Italie et la Norvège pour le règlement réciproque des livraisons suspendues à cause de la guerre, du 12 juin 1948.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de bien vouloir communiquer que le Gouvernement norvégien est d'accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous communiquer que le Gouvernement norvégien est d'accord sur ce qui précède, et je Vous pris d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

HALVARD LANGE

Son Excellence
Monsieur Guglielmo RULLI
Ministre d'Italie — OSLO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Oslo, le 22 janvier 1951

Monsieur le Ministre,

Me référant aux conversations qui ont eu lieu à Oslo entre les représentants de la Délégation italienne et les représentants de la Délégation norvégienne au sujet du règlement des affaires de réciprocité, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit :

Les opérations de réciprocité non exécutées à l'exportation ou à l'importation, totalement ou partiellement, pourront aussi être liquidées par la voie de l'Accord de paiement signé ce jour.

Il est entendu que tout règlement d'affaires de réciprocité selon les modalités susvisées nécessite l'autorisation préalable des autorités compétentes italiennes et norvégiennes.

Les montants en lires versés à l'Ufficio Italiano dei Cambi en relation avec une affaire de réciprocité à liquider par la voie de l'Accord de paiement seront transférés au change prévu par cet Accord. Il est entendu que toute différence de change reste à la charge des parties intéressées.

Il ne sera pas consenti au transfert de montants supérieurs à ceux prévus par l'autorisation accordée en son temps par les autorités compétentes italiennes et norvégiennes. Dans les cas d'affaires exécutées partiellement, le montant en couronnes norvégiennes admis au transfert ne pourra pas dépasser celui qui aurait été transféré si l'affaire de réciprocité avait été exécutée.

Si le Gouvernement norvégien est d'accord sur ce qui précède, cette lettre et la lettre que Vous voudrez bien m'adresser à ce sujet seront considérées comme un accord passé en la matière entre nos deux Gouvernements.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

RULLI

Son Excellence
Monsieur Halvard LANGE
Ministre des Affaires Etrangères — OSLO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Oslo, le 22 janvier 1951

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu m'adresser la communication suivante :

« Me référant aux conversations qui ont eu lieu à Oslo entre les représentants de la Délégation italienne et les représentants de la Délégation norvégienne au sujet du règlement des affaires de réciprocité, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit :

Les opérations de réciprocité non exécutées à l'exportation ou à l'importation, totalement ou partiellement, pourront aussi être liquidées par la voie de l'Accord de paiement signé ce jour.

Il est entendu que tout règlement d'affaires de réciprocité selon les modalités susvisées nécessite l'autorisation préalable des autorités compétentes italiennes et norvégiennes.

Les montants en lires versés à l'Ufficio Italiano dei Cambi en relation avec une affaire de réciprocité à liquider par la voie de l'Accord de paiement seront

transférés au change prévu par cet Accord. Il est entendu que toute différence de change reste à la charge des parties intéressées.

Il ne sera pas consenti au transfert de montants supérieurs à ceux prévus par l'autorisation accordée en son temps par les autorités compétentes italiennes et norvégiennes. Dans les cas d'affaires exécutées partiellement, le montant en couronnes norvégiennes admis au transfert ne pourra pas dépasser celui qui aurait été transféré si l'affaire de réciprocité avait été exécutée.

Si le Gouvernement norvégien est d'accord sur ce qui précède, cette lettre et la lettre que Vous voudrez bien m'adresser à ce sujet seront considérées comme un accord passé en la matière entre nos deux Gouvernements ».

J'ai l'honneur de Vous communiquer que le Gouvernement norvégien est d'accord sur ce qui précède, et je Vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

HALVARD LANGE

Son Excellence
Monsieur Guglielmo RULLI
Ministre d'Italie — OSLO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° ottobre 1951, n. **1623**.

Concessione alla Società catanese trasporti per azioni (S.C.A.T.), con sede in Catania, dell'impianto e dell'esercizio delle filovie urbane di detta città.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il testo unico delle disposizioni di legge per le ferrovie concesse all'industria privata, le tramvie a trazione meccanica e le automobili, approvato con regio decreto 9 maggio 1912, n. 1447, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 14 luglio 1937, n. 1728, convertito nella legge 23 dicembre 1937, n. 2562, recante nuove disposizioni per agevolare la concessione di filovie;

Udito il Consiglio superiore dei lavori pubblici;

Sulla proposta del Ministro per i trasporti;

Decreta:

E' approvato e reso esecutorio l'atto-capitolato 23 luglio 1951, stipulato, con l'intervento del legale rappresentante del comune di Catania, fra il delegato del Ministro per i trasporti e il legale rappresentante della Società catanese trasporti per azioni (S.C.A T.), con sede in Catania, per la concessione alla medesima dell'impianto e dell'esercizio delle filovie urbane di detta città.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 1° ottobre 1951

EINAUDI

MALVESTITI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 gennaio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 35. — FRASCA

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 dicembre 1951, n. **1624**.

Autorizzazione della prelevazione di L. 121.150.000 dal fondo di riserva per le spese impreviste per l'esercizio finanziario 1951-52.

Relazione del Ministro ad interim per il tesoro al Presidente della Repubblica, sul decreto che autorizza la prelevazione di L. 121.150.000 *dal fondo di riserva per le spese impreviste, per l'esercizio finanziario* 1951-52.

Signor Presidente,

Il decreto che si sottopone alla firma della S. V. On.le concerne la prelevazione di L. 121.150.000 dal fondo di riserva per le spese impreviste, inscritto nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro, per l'esercizio finanziario 1951-52, onde sopperire alle seguenti inderogabili esigenze delle sottoindicate Amministrazioni:

Ministero delle finanze:

Somma occorrente per affrancare da un vincolo il palazzo demaniale adibito ad uso di caserma per la brigata della guardia di finanza di Novafeltria (l'assegnazione occorre con carattere della massima urgenza, per la definizione di una vertenza in corso) — L. 250.000

Ministero degli affari esteri:

Spese riservate dipendenti da avvenimenti internazionali (assegnazione connessa con indilazionabili esigenze determinate da contingenti situazioni) — » 50.000.000

Ministero della pubblica istruzione:

Somma occorrente per l'acquisto in Aquileia di un fabbricato nel quale sono stati rinvenuti pavimenti a mosaico attribuibili ad una antica chiesa paleocristiana del IV secolo, di particolare interesse per gli studi della storia dei primi secoli del Cristianesimo (l'urgenza dell'assegnazione è determinata dal termine imposto dal proprietario dello stabile per il pagamento del prezzo, come condizione indispensabile per il perfezionamento della vendita) — » 17.500.000

Ministero del commercio con l'estero:

Spese per la partecipazione dell'Italia alla fiera di Addis-Abeba — » 20.000.000

Ministero del bilancio:

Somme occorrenti in conseguenza della cessazione dell'interim di tale Dicastero da parte del Ministro per il tesoro, nel nuovo assetto governativo e della conseguente riattivazione del Gabinetto del Dicastero medesimo:

Oneri di personale:

indennità agli addetti al Gabinetto	L. 16.000.000		
Spese per i viaggi del Ministro e dei Sottosegretari (mil. 6) e indennità di missione al personale del Ministero (mil. 2)	» 8.000.000		
compensi per lavoro straordinario	» 4.500.000		
premio giornaliero di presenza	» 3.000.000		
compensi speciali	» 1.000.000		
		L. 32.500.000	
oneri per i servizi:			
spese per acquisto di libri, riviste e giornali	L. 700.000		
spese casuali	» 200.000		
		» 900.000	
			L. 33.400.000
Totale			L. 121.150.000

Poichè ricorrono per le assegnazioni suddette le condizioni di cui all'art. 136 del vigente regolamento di contabilità generale dello Stato, si provvede ad esse mediante prelevazione dall'indicato fondo di riserva, in base alla facoltà di cui all'art. 42 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato.

Il Ministro ad interim per il tesoro: VANONI

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 42 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato;

Visto l'art. 87, quarto e quinto comma, della Costituzione della Repubblica;

Viste le leggi 9 ottobre 1951, nn. 1096, 1098 e 1100, 24 ottobre 1951, n. 1106 e 27 ottobre 1951, nn. 1105 e 1109;

Considerato che sul fondo di riserva per le spese impreviste, inscritto nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro, per l'esercizio finanziario 1951-52, esiste la necessaria disponibilità;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per le finanze e ad interim per il tesoro;

Decreta:

Dal fondo di riserva per le spese impreviste, inscritto al capitolo 452 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro, per l'esercizio finanziario 1951-52, è autorizzata la prelevazione di L. 121.150.000 che si inscrivono ai sottoindicati capitoli dei seguenti stati di previsione della spesa per il detto esercizio finanziario:

Ministero delle finanze:		
Cap. n. 272. — Acquisto di stabili e terreni	L.	250.000
Ministero degli affari esteri:		
Cap. n. 93. — Spese riservate, ecc.	»	50.000.000
Ministero della pubblica istruzione:		
Cap. n. 210. — Spese per acquisti, ecc., di immobili di interesse archeologico e monumentale	»	17.500.000
Ministero del commercio con l'estero:		
Cap. n. 34. — Contributi per la partecipazione italiana e fiere, ecc.	L.	20.000.000
Ministero del bilancio:		
Cap. n. 1. — Indennità agli addetti al Gabinetto	»	16.000.000
Cap. n. 2. — Premio giornaliero di presenza	»	3.000.000
Cap. n. 3. — Compensi per lavoro straordinario, ecc.	»	4.500.000
Cap. n. 4. — Compensi speciali, ecc.	»	1.000.000
Cap. n. 5. — Indennità di missione, ecc.	»	2.000.000
Cap. n. 5-*bis* (di nuova istituzione). — Spese per i viaggi compiuti dal Ministro e dai Sottosegretari di Stato	»	6.000.000
Cap. n. 5-*ter* (di nuova istituzione). — Spese per acquisto di libri, riviste e giornali italiani ed esteri per il Gabinetto del Ministro e per le Segreterie particolari dei Sottosegretari di Stato	»	700.000
Cap. n. 6. — Spese casuali	»	200.000
Totale	L.	121.150.000

Questo decreto sarà presentato al Parlamento per la sua convalidazione.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 dicembre 1951

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 gennaio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 38. — FRASCA

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 dicembre 1951, n. 1625.

Autorizzazione della prelevazione di L. 152.000.000 dal fondo di riserva per le spese impreviste, per l'esercizio finanziario 1951-52.

Relazione del Ministro per il tesoro al Presidente della Repubblica, sul decreto che autorizza la prelevazione di L. 152.000.000 dal fondo di riserva per le spese impreviste, per l'esercizio finanziario 1951-52.

Signor Presidente,

Il decreto che si sottopone alla firma della S. V. On.le concerne la prelevazione di L. 152.000.000 dal fondo di riserva per le spese impreviste, inscritto nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro, per l'esercizio finanziario 1951-52, onde sopperire alle seguenti inderogabili esigenze delle sottoindicate Amministrazioni:

Ministero delle finanze:

Somma occorrente per lavori urgenti di riassestamento edilizio,

nel compendio termale di Chianciano, resi inderogabili dal preoccupante aggravarsi di lesioni in conseguenza del progressivo cedimento delle fondazioni dell'edificio			mil. 72
Ministero degli affari esteri:			
Spese per la Conferenza in Roma del Consiglio Atlantico:			
oneri di personale:			
compensi speciali al personale addetto ai lavori	mil. 5		
compensi al personale estraneo all'Amministrazione partecipante ai lavori della Conferenza	» 2		
		mil. 7	
oneri per i servizi:			
spese di ufficio, di cancelleria, illuminazione, trasporto e spese per la pubblicazione dei documenti	mil. 33		
spese di rappresentanza	» 18		
spese per adattamento di locali	» 15		
spese per l'impianto e la manutenzione dei servizi telefonici e di interpretazione simultanea	» 7		
		» 73	
			» 80
Totale .			mil. 152

Poichè per le assegnazioni suddette ricorrono le condizioni di cui all'art. 136 del vigente regolamento di contabilità generale dello Stato, si provvede ad esse mediante la prelevazione dall'indicato fondo di riserva, in base alla facoltà di cui all'art. 42 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato.

Il Ministro per il tesoro: VANONI

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 42 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato;

Visto l'art. 87, quarto e quinto comma, della Costituzione della Repubblica;

Viste le leggi 9 ottobre 1951, nn. 1096 e 1098 e 27 ottobre 1951, n. 1105;

Considerato che sul fondo di riserva per le spese impreviste, inscritto nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro, per l'esercizio finanziario 1951-52, esiste la necessaria disponibilità;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per le finanze e ad interim per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Dal fondo di riserva per le spese impreviste, inscritto al capitolo 452 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro, per l'esercizio finanziario 1951-52, è autorizzata la prelevazione di L. 152.000.000 che si inscrivono ai sottoindicati capitoli dei seguenti stati di previsione della spesa per il detto esercizio finanziario:

Ministero delle finanze:		
Cap. n. 271. — Spese e contributi per l'esecuzione di lavori, ecc . . .	L.	72.000.000
Ministero degli affari esteri:		
Cap. n. 120-*bis* (di nuova istituzione sotto la nuova rubrica « Spese per la Conferenza del Consiglio Atlantico »). — Spese per adattamento di locali	L.	15.000.000
Cap. n. 120-*ter* (di nuova istituzione). — Spese d'ufficio, cancelleria, illuminazione e riscaldamento Spese per la pubblicazione di documenti Spese per gli automezzi e di trasporto .	»	33.000.000
Cap. n. 120-*quater* (di nuova istituzione). — Impianto e manutenzione dei servizi telefonici e di interpretazione simultanea Istallazione e funzionamento dei servizi postale e telegrafico	»	7.000.000
Cap. n. 120-*quinquies* (di nuova istituzione). — Compensi per il personale estraneo all' Amministrazione dello Stato	»	2.000.000
Cap. n. 120-VI (di nuova istituzione). — Compensi speciali in eccedenza ai limiti stabiliti per il lavoro straordinario da corrispondere ai funzionari ed impiegati delle varie Amministrazioni statali addetti alla Conferenza (art. 6 del decreto legislativo Presidenziale 27 giugno 1946, n. 19)	»	5.000.000
Cap. n. 120-VII (di nuova istituzione). — Spese di rappresentanza	»	18.000.000
Totale . . .	L.	152.000.000

Art. 2.

Questo decreto sarà presentato al Parlamento per la sua convalidazione.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 dicembre 1951

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI

Visto, *il Guardasigilli* ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 gennaio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 42. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 giugno 1951, n. 1626.

Erezione in ente morale della Fondazione « Demetrio Benni », con sede nella frazione Vedrana del comune di Budrio (Bologna).

N. 1626. Decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, la Fondazione « Demetrio Benni », con sede nella frazione Vedrana del comune di Budrio (Bologna) viene eretta in ente morale e ne viene approvato il relativo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 gennaio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 4. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 luglio 1951, n. 1627.

Approvazione dello statuto organico dell'Asilo infantile « De Maio Raffaele e Domenico fu Francesco », con sede in Confienti (Catanzaro).

N. 1627. Decreto del Presidente della Repubblica 5 luglio 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene approvato lo statuto organico dello Asilo infantile « De Maio Raffaele e Domenico fu Francesco », con sede in Confienti (Catanzaro).

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 gennaio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 17. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 17 luglio 1951, n. 1628.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica della Scuola media statale di Tivoli (Roma).

N. 1628. Decreto del Presidente della Repubblica 17 luglio 1951, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica della Scuola media statale di Tivoli (Roma), viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 gennaio 1952
Atti del Governo, registro n. 49, foglio n. 12. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° ottobre 1951.

Trasferimento in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti del fondo « Quote Altura », sito nel comune di Grazzanise.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduta la decisione in data 27 giugno 1951 del Collegio centrale arbitrale — costituito con l'art. 30 del regolamento legislativo approvato con regio decreto-legge 16 settembre 1926, n. 1606 — con la quale, su richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti, è stato riconosciuto e dichiarato che il fondo qui appresso indicato si trova nelle condizioni previste dal citato regolamento legislativo perchè se ne possa disporre il trasferimento al patrimonio dell'Opera stessa:

Fondo denominato « Quote Altura » riportato nel catasto del comune di Grazzanise in testa alla ditta Carlino Nicola fu Antimo, livellario al comune di Grazzanise, partita 204, foglio di mappa 4, particella 19, per la superficie di Ha. 0.32.07 e con l'imponibile di L. 22,45;

Il fondo confina: a nord, con l'alveo della Agnena Nuova; ad est, con il fondo di proprietà Foresta Felice fu Aniello; a sud, con la strada comunale « Quote Altura »; ad ovest, con il fondo di proprietà Petrella Michele di Francesco, ed altri;

Veduta l'istanza dell'Opera anzidetta, presentata il 6 agosto 1951, e intesa a conseguire l'indicato trasferimento;

Veduto il piano sommario di trasformazione colturale dei terreni e ritenuta la convenienza, ai fini dell'Opera, che esso sia effettuato;

Veduto il sopracitato regolamento legislativo ed i decreti successivi in materia;

Veduto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 febbraio 1947, n. 27;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

Il fondo « Quote Altura » sopradescritto è trasferito in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti.

Art. 2.

E' ordinata la immediata occupazione del fondo stesso, da parte dell'Opera nazionale per i combattenti, la quale dovrà depositare alla Cassa depositi e prestiti la somma di L. 18.000 (diciottomila) da essa offerta come indennità e non accettata dagli aventi diritto, in attesa della definitiva liquidazione e dello svincolo a norma del citato regolamento.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 1° ottobre 1951

EINAUDI

FANFANI — SCELBA

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 novembre 1951
Registro Agricoltura e foreste n. 12, foglio n. 165. — BASILELLI

(318)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 11 gennaio 1952.

Conferma dell'incarico conferito al presidente dell'Ente autonomo « Fiera campionaria internazionale di Milano » per il triennio 1952-1955.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il regio decreto 1° luglio 1922, n. 919, che istituisce l'Ente autonomo « Fiera campionaria internazionale di Milano »;

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito in legge con legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle mostre, fiere ed esposizioni;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato in data 23 maggio 1947, che approva il nuovo statuto dell'Ente;

Visto il proprio decreto 23 giugno 1949, con il quale l'on. avv. Luigi Gasparotto è stato nominato presidente dell'Ente per il triennio 24 gennaio 1949-23 gennaio 1952;

Ritenuto che occorre procedere alla nomina del presidente dell'Ente per il prossimo triennio 24 gennaio 1952-23 gennaio 1955;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e per il commercio;

Decreta:

L'on. avv. Luigi Gasparotto è riconfermato nell'incarico di presidente dell'Ente autonomo « Fiera campionaria internazionale di Milano » per il triennio 24 gennaio 1952-23 gennaio 1955.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 11 gennaio 1952

DE GASPERI

(322)

DECRETO MINISTERIALE 5 marzo 1951.

Approvazione della tabella delle indennità per i servizi delle imposte di fabbricazione dovute dai privati e da Enti diversi dallo Stato, dalle Provincie e dai Comuni.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 5 della legge 24 dicembre 1949, n. 940;

Decreta:

Sono approvate le tabelle e le note esplicative allegate al presente decreto, riguardanti le indennità per i servizi delle imposte di fabbricazione dovute, a norma delle disposizioni in vigore, dai privati e da Enti diversi dallo Stato, dalle Provincie e dai Comuni.

Il presente decreto entrerà in vigore il 1° febbraio 1952 e sarà presentato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 5 marzo 1951

Il Ministro per le finanze
VANONI

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 gennaio 1952
Registro Finanze n. 1, foglio n. 117. — LESEN

Tabella delle indennità a carico di privati e di Enti diversi dallo Stato, dalle Provincie e dai Comuni, per servizi relativi alle imposte di fabbricazione.

PERSONALE ADDETTO AI SERVIZI	Servizio straordinario oltre l'orario normale		Servizio presso gli opifici con indennità a carico della ditta	
	di giorno	di notte	di giorno	di notte
	per ogni ora L.	assegno supplementare per ogni ora L.	per ogni ora L.	assegno supplementare per ogni ora L.
A) Personale addetto ai servizi delle imposte di fabbricazione dei gruppi *A*, *B* e *C*	170 —	95 —	230 —	95 —
Personale subalterno . .	95 —	60 —	—	—
B) Personale della Guardia di finanza:				
Ufficiali	(1)	(1)	(1)	(1)
Marescialli	120 —	60 —	170 —	60 —
Brigadieri	95 —	60 —	136 —	60 —
Appuntati e guardie . .	68 —	42 —	102 —	42 —

(1) Le stesse misure indicate nella lettera *A*) per il personale delle imposte di fabbricazione.

NOTE

1) Agli effetti del computo delle indennità si considerano ore di servizio anche quelle impiegate per raggiungere la località ove ha luogo il servizio e per il ritorno in sede, nonchè quelle trascorse nella località medesima in attesa del ritorno in sede.

Nel computo delle ore si trascurano le frazioni fino a 15 minuti e si calcolano come ore quelle superiori.

2) Sono considerate ore di notte quelle dalle 19 alle 5 per i mesi da aprile a settembre, e quelle dalle 18 alle 6 per i mesi da ottobre a marzo.

3) Per i servizi prestati in giorno festivo, le indennità suddette sono aumentate del 50 %.

4) Nel caso di più servizi resi successivamente nella stessa giornata a più ditte, ciascuna ha l'obbligo di corrispondere le indennità per il servizio effettuato presso di essa.

Le spese per i viaggi e le indennità per le ore di attesa e di eventuale pernottazione dovranno essere ripartite fra le stesse ditte in proporzione della durata del servizio ricevuto.

5) Quando per raggiungere le località, dove ha luogo il servizio, vi sia la possibilità di fare uso dei servizi pubblici di comunicazione, è dovuto dalla ditta il rimborso delle spese di trasporto a tariffa intera. In mancanza di servizi pubblici, la ditta ha l'obbligo di fornire mezzi di trasporto decorosi e quando le distanze sono da percorrere con mezzi propri su vie ordinarie, spetta a ciascun impiegato o militare, comandato al servizio richiesto, un compenso chilometrico di L. 75. Le frazioni di chilometro si considerano come chilometro intero e le distanze si calcolano dalla sede dell'ufficio oppure, ove questo non esista, dalla sede comunale.

Nel caso però che le distanze debbano essere percorse di notte o in speciali condizioni di viabilità, il compenso potrà essere dall'ingegnere capo determinato in misura più elevata.

Per tratti di percorso su strada ordinaria per raggiungere, all'andata, la stazione ferroviaria o la fermata del tram o altro mezzo pubblico di trasporto e l'opificio di destinazione, e viceversa al ritorno, quando detti tratti cumulativamente non superino due chilometri tra l'andata e il ritorno, al funzionario è corrisposta l'indennità chilometrica prevista per i servizi a carico dello Stato, fermo l'obbligo per la ditta di versare l'indennità chilometrica di L. 75, per ogni km.

6) Qualora i servizi abbiano carattere continuativo e si svolgano presso la stessa fabbrica, azienda od officina, l'Amministrazione centrale ha facoltà, su richiesta degli interessati, di accordare riduzioni sulle somme dovute dai privati, a norma dell'art. 18 del decreto Ministeriale 26 marzo 1926.

7) Le somme dovute dai privati per i servizi da eseguirsi a loro carico sono da essi depositate anticipatamente sull'apposito conto corrente postale intestato al competente Ufficio tecnico delle imposte di fabbricazione.

8) Al pagamento delle indennità spettanti agli impiegati civili ed ai militari della Guardia di finanza provvedono mensilmente gli Uffici tecnici delle imposte di fabbricazione, a mezzo dei fondi loro assegnati sugli appositi capitoli di spesa.

Le somme così pagate agli interessati verranno reintegrate al bilancio dello Stato prelevando, mediante postagiro a favore delle Tesorerie provinciali, gli importi relativi, dal conto corrente postale intestato all'Ufficio tecnico delle imposte di fabbricazione per i depositi da parte dei privati.

La Tesoreria emetterà corrispondente quietanza sul competente capitolo di entrata, a favore dell'Ufficio che ha eseguito il versamento a reintegro.

Nel caso di temporanea mancanza di fondi sul capitolo di spesa, su speciale autorizzazione del Ministero, le indennità dovute agli interessati per i servizi eseguiti a carico di privati potranno essere pagate direttamente con assegno postale emesse a loro favore dall'Ufficio tecnico delle imposte di fabbricazione sul conto corrente postale dei depositi dei privati.

L'Ufficio tecnico, poi, al ricevimento dei fondi sufficienti sui capitoli di spesa, emetterà, per il totale delle tabelle di indennità pagate come sopra, un ordinativo di pagamento su detto capitolo, a favore del tesoriere provinciale, da convertirsi in quietanza di entrata sul capitolo relativo. La quietanza verrà poi allegata dall'Ufficio ad un prospetto riepilogativo delle tabelle di indennità cui essa si riferisce, a corredo dei rendiconti degli appositi capitoli di spesa.

Per l'erogazione delle eventuali differenze tra le somme versate dai privati e le indennità liquidate agli impiegati, si continuerà ad applicare la norma dell'art. 4 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, numero 1035, modificato con l'art. 2 del decreto legislativo 3 maggio 1948, n. 842.

(443)

DECRETO MINISTERIALE 20 ottobre 1951.

Sostituzione di un membro della Commissione centrale per l'avviamento al lavoro e per l'assistenza dei disoccupati.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 29 aprile 1949, n. 264, recante provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati

Visto il decreto Ministeriale 6 ottobre 1951, con il quale si è provveduto alla costituzione della Commissione centrale per l'avviamento al lavoro e per l'assistenza dei disoccupati;

Vista la lettera 9 ottobre 1951, n. 3017, con la quale il Ministero della pubblica istruzione propone la nomina a membro supplente della Commissione predetta il dott. Norberto Giorgi in sostituzione del dott. Carlo Lo Gatto;

Ritenuta l'opportunità di provvedere a tale sostituzione;

Decreta:

Il dott. Norberto Giorgi è chiamato a far parte, quale membro supplente, della Commissione centrale per lo avviamento al lavoro e per l'assistenza dei disoccupati in rappresentanza dei Ministero della pubblica istruzione, in sostituzione del dott. Carlo Lo Gatto.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 ottobre 1951

Il Ministro: RUBINACCI

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 novembre 1951
Registro Lavoro e previdenza n. 4, foglio n. 342. — LA MICELA

(427)

DECRETO MINISTERIALE 1° gennaio 1952.

Modificazioni ed aggiunte alla ripartizione territoriale delle Circoscrizioni doganali.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 12 della legge doganale 25 settembre 1940, n. 1424;

Visto il regio decreto 16 novembre 1941, n. 1484, che ha stabilito l'organico delle dogane e le loro facoltà.

Visto il decreto Ministeriale 1° febbraio 1942, che ha stabilita la ripartizione territoriale dei servizi e degli uffici doganali;

Visti i decreti Ministeriali 25 agosto 1947, 1° settembre 1949 e 1° novembre 1950, che hanno apportato modificazioni alla ripartizione territoriale degli uffici ed aggiunte all'elenco delle Circoscrizioni e dei Compartimenti doganali d'ispezione;

Determina:

Alla tabella *A* annessa al decreto Ministeriale 1° febbraio 1942, modificata con i decreti Ministeriali 25 agosto 1947, 1° settembre 1949 e 1° novembre 1950, che contiene l'elenco e la giurisdizione territoriale delle Circoscrizioni doganali vengono apportate le seguenti aggiunte e modificazioni:

1) *Aggiunte*:

Circoscrizione doganale	Territorio compreso in ciascuna circoscrizione
Roma II (Servizi aerei).	Aeroscali del Lazio

2) *Modificazioni*:

Circoscrizione doganale	Territorio compreso in ciascuna circoscrizione
Roma I	Aquila - Frosinone - Latina - Perugia - Rieti Roma - Viterbo (esclusi gli aeroscali)
Salerno	Potenza - Salerno
Siracusa.	Ragusa - Siracusa

Roma, addì 1° gennaio 1952

Il Ministro: VANONI

(454)

DECRETO MINISTERIALE 15 gennaio 1952.

Liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa di lavoro « La Tridentina », con sede in Madonna di Buia, e nomina del commissario liquidatore.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la nota 16 maggio 1951 del Prefetto di Udine, alla quale è allegata la relazione 3 gennaio stesso anno, da cui si rileva che la Società cooperativa di lavoro « La Tridentina », con sede in Madonna di Buia è stata praticamente liquidata e pertanto se ne chiede il regolare scioglimento,

Udito, in via d'urgenza, il Comitato costitutivo in seno alla Commissione centrale per le cooperative, a termini dell'art. 19 lettera *b)* del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 dicembre 1947, n. 1577, che nella seduta del 18 dicembre 1951 ritenne applicabile la liquidazione coatta amministrativa;

Riconosciuta la necessità di adottare il provvedimento della liquidazione suddetta, anche per garantire la piena validità delle operazioni di liquidazione comportanti la loro chiusura;

Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 197 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Società cooperativa di lavoro « La Tridentina », con sede in Madonna di Buia (Udine) è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 197 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267

Il geom. Luigi Sgobaro, è nominato commissario liquidatore della cooperativa stessa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 gennaio 1952

Il Ministro: RUBINACCI

(444)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessione di exequatur

In data 8 gennaio 1952, il Ministro per gli affari esteri ha concesso l'exequatur al sig. Ballard R. Donnell Vice console degli Stati Uniti d'America a Napoli.

(391)

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Trasferimento dal pubblico Demanio marittimo ai beni patrimoniali dello Stato di una zona sita nella spiaggia del comune di Scalea.

Con decreto del Ministro per la marina mercantile, di concerto con il Ministro per le finanze in data 21 gennaio 1952, è stata dismessa dal pubblico Demanio marittimo e trasferita ai beni patrimoniali dello Stato la zona di mq. 1450 sita nella spiaggia di Scalea, riportata in catasto al foglio n. VI, particella n. 357 del comune di Scalea.

(476)

MINISTERO DELL'INTERNO

Riconoscimento del carattere di «stazione di soggiorno e turismo» ad una parte del territorio del comune di Iesolo in provincia di Venezia.

Con decreto interministeriale 18 gennaio 1952, n. 18790.2., è stato riconosciuto, ai sensi del regio decreto-legge 15 aprile 1926, n. 765, convertito nella legge 1° luglio 1926, n. 1380, e della legge 29 gennaio 1934, n. 321, ad una parte del territorio del comune di Iesolo, in provincia di Venezia, il carattere di stazione di soggiorno e turismo.

(446)

Avviso di rettifica

Nel decreto Ministeriale 6 settembre 1951, concernente la « Designazione di ufficiali del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza quali giudici presso i Tribunali militari territoriali nei giudizi a carico di imputati appartenenti al Corpo medesimo », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* in data 13 dicembre 1951, n. 286, a pagina n 3920, prima colonna, ove è detto: « IL MINISTRO PER IL TESORO » leggasi: « IL MINISTRO PER L'INTERNO ».

(445)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Ulteriore proroga del termine per la esecuzione del piano di ricostruzione di Bologna

Con decreto Ministeriale 9 gennaio 1952, il termine per la esecuzione del piano di ricostruzione di Bologna, approvato con decreto Ministeriale 16 gennaio 1948 e prorogato con decreto Ministeriale 5 gennaio 1950, è ulteriormente prorogato fino al 16 gennaio 1956.

(373)

Conferma in carica del presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari di Viterbo

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 1269 in data 17 gennaio 1952, il sig. Carlo Minciotti, viene confermato nell'incarico di presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari di Viterbo.

(346)

Sostituzione del presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari di Rieti

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 8088/269 in data 17 gennaio 1952, viene nominato presidente dell'Istituto autonomo case popolari di Rieti l'avv. Antonio Milardi in sostituzione dell'avv. Angelo Mazza, dimissionario.

(347)

Sostituzione di un membro del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale per le case popolari per ciechi, con sede in Roma.

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 8595 in data 21 gennaio 1952, il prof. Paolo Bentivoglio viene nominato membro del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale per le case popolari per ciechi, in sostituzione del cavaliere Alfredo Moriconi, dimissionario.

(431)

Classificazione nella 3ª categoria delle opere idrauliche del torrente Merula in destra ed in sinistra dalla località Rossi allo sbocco a mare.

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 18 settembre 1951, n. 1960 (registrato alla Corte dei conti il 23 ottobre 1951, al registro n. 30 Lavori pubblici, foglio n. 306), sono state classificate nella 3ª categoria delle opere idrauliche quelle occorrenti per la sistemazione del torrente Merula in destra ed in sinistra dalla località Rossi allo sbocco a mare nei comuni di Testicò, Stellanello ed Andora, in provincia di Savona, ed interessanti i beni ricadenti nel perimetro delimitato nella corografia in scala 1:25.000 in data 12 agosto 1949 che, vistata dal Ministro per i lavori pubblici, fa parte integrante del decreto stesso.

(375)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Sostituzione del commissario liquidatore della Cassa popolare di depositi e prestiti di Nembro (Bergamo), in liquidazione coatta.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il decreto del Capo del Governo in data 16 marzo 1938, che revoca l'autorizzazione all'esercizio del credito alla Cassa popolare di depositi e prestiti « San Martino » di Nembro, società cooperativa in nome collettivo avente sede a Nembro (Bergamo) e pone la stessa in liquidazione secondo le norme di cui al titolo 7°, capo 3°, del suindicato regio decreto-legge n. 375;

Visto il provvedimento del disciolto Ispettorato del credito in data 16 marzo 1938, con il quale il dott. Francesco Cutillo fu nominato commissario liquidatore della cennata azienda;

Considerato che il predetto commissario ha declinato l'incarico affidatogli e che occorre pertanto procedere alla sua sostituzione;

Dispone:

Il rag. Celestino Ghilardi fu Paolo è nominato commissario liquidatore della Cassa popolare di depositi e prestiti « San Martino » di Nembro (Bergamo) con i poteri e le attribuzioni contemplati dalle norme relative alla liquidazione coatta indicate nelle premesse, in sostituzione del dott. Francesco Cutillo.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 gennaio 1952

Il Governatore: MENICHELLA

(417)

BANCA D'ITALIA

CAPITALE SOCIALE INTERAMENTE VERSATO L. 300.000.000

SITUAZIONE AL 31 DICEMBRE 1951

Prima delle scritturazioni di chiusura

ATTIVO

Voce		Parziali	Importo
Oro in cassa	L.		4.224.247.496,93
Oro depositato all'estero dovuto dallo Stato alla Banca	»		1.772.798.105 —
Cassa	»		2.022.723.308,90
Portafoglio su piazze italiane	»		180.394.273.697,73
Effetti ricevuti per l'incasso	»		24.097.473,89
Anticipazioni	»		92.906.164.266,57
Prorogati pagamenti alle Stanze di compensazione	»		3.089.175.118 —
Disponibilità in divisa all'estero	»		36.702.261.747,55
Titoli dello Stato o garantiti dallo Stato	»		35.324.975.259,87
Immobili per gli uffici	»		932.532.735,29
Debitori diversi	»		740.921.331.217,91
Partite varie	»		3.902.233.744,99
Anticipazione al Tesoro — Temporanee	»		100.000.000.000 —
Anticipazioni al Tesoro — Straordinarie	»		342.697.000.000 —
Emissioni delle Forze alleate o per conto di esse:			
Amlire emesse direttamente dalle Forze alleate		L. 113.896.481.370 —	
Fondi in moneta nazionale forniti alle Forze medesime		31.245.348.495 —	
			145.141.829.865 —
Impieghi in titoli per conto del Tesoro	L.		152.000.000.000 —
Servizi diversi per conto dello Stato	»		10.535.290.417,38
Spese	»		20.157.188.468,64
	L.		1.872.748.130.923,65
Depositi in titoli e valori diversi	»		2.078.599.790.667,14
	L.		3.951.347.921.590,79
Partite ammortizzate nei passati esercizi	»		85.971.832,78
TOTALE GENERALE	L.		3.951.433.893.423,57

PASSIVO

Voce		Parziali	Importo
Circolazione	L.		1.291.842.787.050 —
Vaglia cambiari, assegni ed altri debiti a vista della Banca	»		14.668.935.621,06
Depositi in conto corrente liberi	»		75.118.758.024,19
Conti correnti vincolati	»		308.352.688.741,19
Creditori diversi	»		61.298.983.550,36
Conto corrente del Tesoro per il servizio di Tesoreria			49.693.226.822,39
Idem — *Fondo speciale art. 9 legge 14 dicembre 1951, n. 1325*	»		13.344.717.750 —
Tesoro dello Stato - Aiuti internazionali			
Governo Italiano - Fondi in lire (Saldo		L. 100.944.650.985,22	
Governo Italiano - Conto delle anticipazioni speciali (decreto legislativo n. 781 del 7-5-1948 per la costituzione dei Fondi in lire al netto dei rimborsi		» 64.445.726.463,67	
			36.498.924.521,55
Rendite del corrente esercizio	L.		20.373.249.196,56
	L.		1.871.192.271.277,30
Capitale sociale		L. 300.000.000 —	
Fondo di riserva ordinario		» 703.399.845,02	
Fondo di riserva straordinario		» 552.459.801,33	
			1.555.859.646,35
	L.		1.872.748.130.923,65
Depositanti	»		2.078.599.790.667,14
	L.		3.951.347.921.590,79
Partite ammortizzate nei passati esercizi	»		85.971.832,78
TOTALE GENERALE	L.		3.951.433.893.423,57

(489)

Il Governatore: MENICHELLA

Il Ragioniere generale: PIERINI

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso al posto di assistente presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Matera.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto-legge 11 marzo 1934, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 13 luglio 1945, n. 446, istitutivo dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto del Prefetto di Matera in data 31 dicembre 1949, n 1467, con cui è stato indetto il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi;

Decreta:

E nominata la Commissione per il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente del reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Matera.

La Commissione stessa è così costituita:

Presidente:
Cortese dott. Gino, vice prefetto.

Membri:
Giusa prof. Riccardo;
Sangiorgio prof Giuseppe;
Mumioni prof. Francesco, dell'Istituto superiore di sanità.
Buogo prof Giulio.

Segretario:
Lille dott Francesco.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Matera

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura di Matera

Roma, addì 21 novembre 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(197)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Padova al 31 gennaio 1951.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 luglio 1945, n. 446;

Visto gli articoli 47 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del prefetto di Padova in data 30 marzo 1951, n. 35944, col quale è indetto pubblico concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia al 31 gennaio 1951;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Padova al 31 gennaio 1951, è costituita come appresso:

Presidente:
Mattessi dott. Bruno, vice prefetto.

Componenti:
Carobene dott. Saverio, veterinario provinciale;
Bozzelli prof. dott. Roberto, docente in clinica medica veterinaria;
Menzani prof. dott. Cesare, docente in igiene e polizia sanitaria veterinaria;
Bianchi dott. Gerolamo, veterinario condotto;

Segretario:
Bandettini dott. Alberto.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Padova

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 12 gennaio 1952

L'Alto Commissario MIGLIORI

(331)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Cremona al 30 novembre 1950.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto gli articoli 47 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Cremona in data 31 dicembre 1950, n. 31624, col quale è indetto pubblico concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1950;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Cremona al 30 novembre 1950 è costituita come appresso:

Presidente:
Rigucci dott. Gioacchino, vice prefetto.

Componenti
Zappoli dott. Attilio, veterinario provinciale;
Stazzi prof. dott. Pietro, docente in clinica medica veterinaria,
Nai prof. dott. Dino, docente in patologia generale ed anatomia patologica veterinaria;
Corini dott. Guido, veterinario condotto.

Segretario:
Fanizza dott. Ferruccio.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Cremona.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 12 gennaio 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(333)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Venezia.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto gli articoli 47 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del prefetto di Venezia in data 7 febbraio 1951, n. 3494, col quale è indetto pubblico concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Venezia è costituita come appresso:

Presidente:
Bianchi dott. Giulio, vice prefetto.

Componenti:
Mattioli dott. Luigi, veterinario provinciale;
Menzoni prof. dott. Cesare, docente in clinica medica veterinaria;
Montroni prof. dott. Luigi, docente in patologia generale ed anatomia patologica veterinaria;
Romano dott. Aronne, veterinario condotto;

Segretario:
De Gregorio dott. Bruno.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Venezia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 12 gennaio 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(332)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso al posto di direttore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Milano.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto-legge 11 marzo 1934, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 13 luglio 1945, n. 446, istitutivo dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto del prefetto di Milano in data 20 gennaio 1951, n. 199, con cui è stato indetto il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di direttore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi;

Decreta:

E' nominata la Commissione per il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di direttore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Milano.

La Commissione stessa è così costituita:

Presidente:
Mazza dott. Libero, vice prefetto.

Membri:
Parini prof. Federico;
Giovanardi prof. Augusto;
Maggiora prof. Romano dell'Istituto superiore di sanità;
Bianchi prof. Luigi.

Segretario:
Milone dott. Antonino.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Milano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della prefettura di Milano.

Roma, addì 10 settembre 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(330)

Sostituzione di un componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Bologna al 30 novembre 1948.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 20 ottobre 1951, n. 20413.2/11962, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Bologna al 30 novembre 1948;

Vista la nota del Prefetto di Bologna, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire l'ostetrica condotta Flora Frittelli nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione dell'ostetrica condotta Flora Frittelli è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Bologna, l'ostetrica condotta Ortensia Tonioni.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 8 gennaio 1952

p. *L'Alto Commissario*: BIANCOROSSO

(273)

Sostituzione di un membro della Commissione giudicatrice del concorso a cinque posti di assistente del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Milano.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il proprio decreto in data 12 giugno 1951, n. 60279/20400.12.46, con il quale venne nominata la Commissione giudicatrice per il concorso pubblico per titoli ed esami a cinque posti di assistente del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Milano;

Visto il telegramma n. 89600 in data 22 novembre 1951, con il quale il Prefetto di Milano nel segnalare l'avvenuto collocamento in pensione del prof. Giuseppe Manzini chiede che ne venga disposta la sostituzione con il dott. Giulio Denez, direttore del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Padova;

Decreta:

Il dott. Giulio Denez è nominato membro della Commissione giudicatrice per il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente del reparto medico del laboratorio provinciale di igiene e profilassi in sostituzione del prof. Giuseppe Manzini.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 24 novembre 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(198)

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso interno al posto di direttore del reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Genova.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il proprio decreto 9 maggio 1951, n. 60341/20400.12.34, relativo alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso interno al posto di direttore del reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Genova;

Viste le note 29 settembre e 24 dicembre 1951, rispettivamente nn. 28632 e 60931, con le quali il Prefetto di Genova formula proposte circa la sostituzione del presidente della Commissione sopra detta dott. Giura Prospero, nominato prefetto, con il vice prefetto vicario dott. Rodolfo Saporiti;

Decreta:

Il vice prefetto vicario dott. Rodolfo Saporiti è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso interno al posto di direttore del reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Genova.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 gennaio 1952

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(376)

Nomina del presidente della Commissione giudicatrice del concorso pubblico al posto di assistente del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Genova.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il proprio decreto n. 60679/20400.12.34 del 13 luglio 1951, relativo alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi;

Vista la nota 14 novembre 1951, n. 49917, con cui il Prefetto di Genova propone la sostituzione del presidente della Commissione dott. Prospero Giura, nominato prefetto, con il vice prefetto ispettore dott. Armando Gibillaro;

Decreta:

Il dott. Armando Gibillaro è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso pubblico al posto di assistente del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Genova.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 novembre 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(357)

Nomina del presidente della Commissione giudicatrice del concorso pubblico al posto di direttore del reparto medico micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Genova.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il proprio decreto n. 60386/20400.12.34 in data 30 aprile 1951, relativo alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso pubblico al posto di direttore del reparto medico micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Genova;

Vista la nota 14 novembre 1951, n. 28631, con cui il Prefetto di Genova propone la sostituzione del presidente della Commissione dott. Giura Prospero, nominato prefetto, con il vice prefetto vicario dott. Rodolfo Saporiti;

Decreta:

Il dott. Rodolfo Saporiti è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso pubblico al posto di direttore del reparto medico micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Genova.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 novembre 1951

L'Alto Commissario: MIGLIORI

(358)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Concorso per titoli ed esami a venticinque borse di studio per il perfezionamento in discipline fitopatologiche, da usufruire presso gli Osservatori fitopatologici e gli Istituti di ricerca e di sperimentazione.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Vista la legge 18 giugno 1931, n. 987, e successive modificazioni ed integrazioni, recante disposizioni per la difesa delle piante coltivate e dei prodotti agrari dalle cause nemiche;

Visto l'art. 9 del regolamento per l'applicazione della legge anzidetta, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1700;

Considerata la opportunità di conferire alcune borse di studio ai laureati in scienze agrarie o naturali o biologiche, al fine di preparare il personale tecnico specializzato nell'entomologia agraria e nella patologia vegetale;

Sentito il parare del Comitato per la difesa delle malattie delle piante;

Vista la lettera del Ministero del tesoro, in data 2 novembre 1949, n. 138629/141328;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso, per titoli ed esami, per il conferimento di venticinque borse di studio per il perfezionamento in discipline fitopatologiche da usufruire presso i dipendenti Osservatori per le malattie delle piante nonchè presso gli Istituti di ricerca e di sperimentazione.

Art. 2.

La durata di ciascuna borsa è di due anni, a decorrere dal 1° luglio 1952 e l'importo è di lire 360.000 (trecentosessantamila) annue lorde, pagabili in rate mensili posticipate, su presentazione di certificato di frequenza rilasciato dai direttori degli Osservatori o degli Istituti di cui al precedente art. 1.

La borsa potrà essere confermata, senza concorso, allo stesso assegnatario per un anno successivo, su proposta del direttore dell'Osservatorio o dell'Istituto presso cui viene fruita.

Art. 3.

Possono partecipare al concorso i laureati in scienze agrarie o naturali o biologiche.

Art. 4.

La domanda di ammissione al concorso, redatta su carta da bollo da L. 32 e sottoscritta dall'aspirante, dovrà pervenire al Ministero dell'agricoltura e delle foreste Direzione generale della produzione agricola, divisione IV non oltre sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Nella domanda dovranno essere indicati il cognome, nome e paternità del concorrente, il suo domicilio e il preciso indirizzo al quale inviare le occorrenti comunicazioni, nonchè la disciplina (entomologia o patologia) nella quale l'aspirante intende perfezionarsi.

La domanda dovrà essere corredata dai seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita, su carta da bollo da L. 40, rilasciato dall'Ufficio dello stato civile del Comune di origine e legalizzato dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

2) certificato di cittadinanza italiana e di godimento dei diritti politici, su carta da bollo da L. 24, rilascato dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto.

Sono equiparati ai cittadini dello Stato italiano, ai fini del presente decreto, coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge;

3) diploma originale, o copia notarile, di una delle lauree indicate nell'art. 3.

In via eccezionale, qualora gli aspiranti per ragioni direttamente od indirettamente collegate alle vicende belliche non siano in grado di produrre il diploma originale, potranno produrre un certificato di laurea, il quale verrà accettato con

la riserva che la sua autenticità venga confermata, a richiesta dell'Amministrazione dell'agricoltura e delle foreste dall'Università che lo ha rilasciato;

4) certificato del rettore dell'Università indicante i punti riportati negli esami delle singole materie e in quello di laurea;

5) certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 60, da rilasciarsi dal segretario della procura del tribunale e legalizzato dal procuratore;

6) certificato di buona condotta morale e civile, su carta da bollo da L. 24, da rilasciarsi dal sindaco del Comune dove il candidato risieda da almeno un anno e legalizzato dal prefetto; in caso di residenza inferiore ad un anno, altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni ove il candidato abbia avuto precedenti residenze entro l'anno;

7) certificato medico, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal medico provinciale o da un medico militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, da cui risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica.

La firma del medico provinciale dovrà essere autenticata dal prefetto, quella del medico militare dalle superiori autorità militari e quella dell'ufficiale sanitario dal sindaco, la cui firma, dovrà, a sua volta, essere legalizzata dal prefetto;

8) fotografia recente del candidato con la sua firma, autenticata per la firma e per l'effige, dal sindaco o da un notaio, la firma dei quali dovrà, a sua volta, essere legalizzata, e provvista della prescritta marca da bollo da L. 32.

Non è consentita la produzione di altro documento in sostituzione di quello anzidetto.

9) tutti i titoli e le pubblicazioni che l'aspirante ritenga di presentare, ivi compresa copia della tesi di laurea.

I documenti di cui ai numeri 2), 5), 6) e 7) devono essere in data non anteriore di tre mesi a quella della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Per i certificati rilasciati dal sindaco del comune di Roma o da altre autorità amministrative residenti in detto Comune, o dal segretario della Procura di Roma non occorre la legalizzazione delle firme.

Non è consentito fare riferimento a documenti presentati per partecipare a concorsi indetti da altri Ministeri, fatta eccezione per l'originale del titolo di studio, in sostituzione del quale può essere prodotto un certificato dell'Amministrazione presso cui il titolo si trova. E' ammesso, però, il riferimento ai documenti presentati per partecipare ad altri concorsi indetti dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste, purchè i documenti stessi non siano scaduti di validità a termini del presente articolo. Tuttavia, la fotografia di cui al precedente n. 8 dovrà essere prodotta in ogni caso.

Non si terrà conto delle domande che perverranno al Ministero dopo il termine stabilito dal presente articolo, anche se presentate in tempo utile agli uffici postali o ferroviari, nè delle domande prive di qualcuno dei documenti dichiesti, o corredate di documenti irregolari.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scandenza del termine utile per la presentazione della domanda.

Art. 5.

Gli esami consisteranno in una prova orale sulla patologia vegetale e sulla entomologia, con particolare riguardo alla disciplina nella quale il candidato intende perfezionarsi ed avranno luogo presso il Ministero dell'agricoltura e delle foreste, *Direzione generale della produzione agricola*.

Art. 6.

La Commissione esaminatrice, composta di tre membri, sarà nominata con successivo provvedimento.

Le funzioni di segretario saranno disimpegnate da un impiegato in servizio presso il Ministero dell'agricoltura e delle foreste, di grado non inferiore al nono.

La Commissione in base ai titoli e alle prove di esame compilerà la graduatoria dei candidati giudicati meritevoli delle borse.

Ogni membro della Commissione disporrà di dieci punti.

Non saranno compresi nella graduatoria di merito i candidati che non abbiano conseguito almeno 21/30.

Art. 7.

Le borse saranno conferite dal Ministero ai candidati compresi nella graduatoria, secondo l'ordine della graduatoria medesima.

Con decreto di assegnazione di ciascuna borsa saranno stabiliti la Disciplina per cui viene conferita la borsa di studio e l'Osservatorio o l'Istituto presso il quale deve essere usufruita.

Art. 8.

L'assegno della borsa di studio non è cumulabile con retribuzioni di qualsiasi natura per incarichi presso uffici dipendenti dallo Stato, dalle Provincie o dai Comuni, o presso altri enti pubblici.

Art. 9.

Decadono dal diritto alla borsa coloro che, entro il termine fissato dal Ministero, non si presentino a frequentare l'Osservatorio o l'Istituto presso cui sono stati destinati a fruire la borsa.

Decadono del pari dal diritto alla borsa coloro i quali usufruiscano di altra borsa di studio, salvo che rinunzino a questa ultima. A tale effetto gli assegnatari, nel termine di cui al comma precedente, debbono dichiarare se usufruiscano o meno di altra borsa di studio e, in caso affermativo, comprovare di avervi rinunziato.

Decadono altresì dal diritto della borsa coloro che non non frequentino l'Osservatorio o l'Istituto con assiduità e diligenza.

In caso di rinuncia o di decadenza dei vincitori, le borse potranno essere assegnate ai candidati idonei, secondo l'ordine della graduatoria. Le borse cesseranno, in ogni caso, il 30 giugno 1954, salvo l'applicazione del secondo comma del precedente art. 2.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 4 dicembre 1951

Il Ministro: FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 gennaio 1952
Registro Agricoltura e foreste n. 1, foglio n. 390.

(434)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Modificazione alla composizione della Commissione valutatrice del concorso per il reclutamento di ottanta tenenti medici in servizio permanente, indetto con decreto Ministeriale 5 settembre 1949.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto Ministeriale 27 maggio 1950, n. 6003, relativo alla costituzione delle Commissioni giudicatrici dei concorsi per il reclutamento di ottanta tenenti medici, di dieci tenenti chimico-farmacisti e di sei tenenti veterinari, in servizio permanente effettivo;

Vista la legge 4 novembre 1950, n. 888;

Decreta:

Art. 1.

A decorrere dal 1° novembre 1951, il colonnello medico in servizio permanente effettivo Giacobbe Corradino è sostituito dal colonnello medico in servizio permanente effettivo Lista Domenico nell'incarico di membro della Commissione per la valutazione dei titoli e per gli esami del concorso per il reclutamento di ottanta medici in servizio permanente.

Art. 2.

Al colonnello medico in servizio permanente effettivo Lista Domenico dovranno essere attribuiti i compensi previsti dall'art. 1 della legge 4 novembre 1950, n. 888.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 1° novembre 1951

Il Ministro: PACCIARDI

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 gennaio 1952
Registro n. 2, foglio n. 105

(437)

Graduatoria finale del concorso per il reclutamento di dieci tenenti chimico-farmacisti in servizio permanente, indetto con decreto Ministeriale 5 settembre 1949.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti gli stipendi ed assegni fissi per gli ufficiali dell'Esercito, approvato con regio decreto 31 dicembre 1928, n. 3458, e successive modificazioni;

Visto il testo unico sul reclutamento degli ufficiali dell'Esercito, approvato con regio decreto 14 marzo 1938, n. 596;

Vista la legge 9 maggio 1940, n. 368, sull'ordinamento dell'Esercito;

Vista la legge 9 maggio 1940, n. 369, sullo stato degli ufficiali dell'Esercito;

Vista la legge 9 maggio 1940, n. 370, sull'avanzamento degli ufficiali dell'Esercito;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 284, concernente l'ammissione ai pubblici concorsi di coloro che abbiano ottenuto l'abilitazione condizionata all'esercizio professionale;

Vista la nota n. 40943/12116-2-9 7/1.3.1. del 4 giugno 1949 della Presidenza del Consiglio dei Ministri, concernente l'autorizzazione a bandire concorsi per titoli ed esami a ottanta tenenti medici, a dieci tenenti chimico-farmacisti e a sei tenenti veterinari nel servizio permanente dell'Esercito;

Visto il decreto Ministeriale 5 settembre 1949, registrato alla Corte dei conti il 1° febbraio 1950, registro n. 4, foglio n. 34, con il quale viene indetto un bando di concorso per titoli ed esami a ottanta tenenti medici, dieci tenenti chimico-farmacisti e sei tenenti veterinari nel servizio permanente dell'Esercito;

Visti i decreti Ministeriali 20 maggio 1950, registrato alla Corte dei conti il 17 giugno 1950, registro n. 19, foglio n. 174 e decreto Ministeriale 27 novembre 1950, registrato alla Corte dei conti il 22 gennaio 1951, registro n. 3, foglio n. 386, con i quali vengono, tra l'altro, prorogati i termini per la presentazione delle documentate istanze di ammissione al citato concorso indetto con decreto Ministeriale 5 settembre 1949;

Visto il decreto Ministeriale 27 maggio 1950, registrato alla Corte dei conti il 3 luglio 1950, registro n. 21, foglio n. 233, con il quale sono state nominate le Commissioni esaminatrici;

Visti gli atti della Commissione esaminatrice e riconosciuta la loro regolarità;

Visto il decreto Ministeriale 28 luglio 1950;

Visto il decreto Ministeriale 7 giugno 1951, registrato alla Corte dei conti il 30 giugno 1951, registro n 27, foglio n. 264, con il quale è stata apportata modifica alla composizione della Commissione per il reclutamento di dieci tenenti chimico-farmacisti in servizio permanente.

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria formata dalla Commissione esaminatrice in seguito al risultato del concorso per titoli ed esami a dieci tenenti chimico-farmacisti in servizio permanente dell'Esercito, indetto con decreto Ministeriale 5 settembre 1949:

1. Gangemi Giuseppe di Concetto punti 26,20
2. Cicero Leonardo di Rosolino » 26,12
3. Madonia Giuseppe di Vincenzo » 24,80
4. Barone Melchiorre di Antonino » 24,66
5. Ingraito Paolo di Gioacchino » 24,40

Art. 2.

I predetti concorrenti sono dichiarati vincitori del concorso per la nomina a tenente chimico-farmacista in servizio permanente indetto con decreto Ministeriale 5 settembre 1949, citato nelle permesse.

La presente graduatoria approvata col presente decreto, sarà trasmessa alla Corte dei conti per la registrazione e quindi pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 novembre 1951

p. *Il Ministro*: BARESI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *gennaio* 1952
Registro n. 2, *foglio n.* 365

(436)

Esito del concorso per esami a due posti di ingegnere specialista per i servizi di commissariato militare (gruppo A, grado 10°).

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento delle Amministrazioni dello Stato, e le successive modificazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dell'Amministrazione dello Stato, e le successive modificazioni;

Visto il regio decreto 6 giugno 1940, n. 980, riguardante ruoli del personale tecnico civile del Genio e del Commissariato militare;

Visto il decreto Ministeriale 20 gennaio 1951, col quale fu indetto un concorso per esami a due posti di ingegnere specialista per i servizi di Commissariato militare (gruppo *A*, grado 10°);

Riconosciuta la regolarità del procedimento degli esami e visto il risultato degli esami stessi;

Decreta:

Art. 1.

E' approvato il seguente risultato del concorso per esami a due posti di ingegnere specialista per i servizi di commissariato militare (gruppo *A*, grado 10°):

Dente Salvatore, punti 15.

Art. 2.

In relazione al risultato di cui all'art. 1 il candidato Dente Salvatore è dichiarato vincitore del concorso a due posti di ingegnere specialista per i servizi di Commissariato militare, con punti 15.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 dicembre 1951

Il Ministro: PACCIARDI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *gennaio* 1952
Registro Esercito n. 2, *foglio n.* 76. — TEMPESTA

(418)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Graduatoria di merito del concorso per titoli a tre posti di vice coadiutore (gruppo B, grado 10°) nel ruolo dell'Amministrazione centrale, indetto con decreto Ministeriale 4 ottobre 1949.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto Ministeriale 4 ottobre 1949, registrato alla Corte dei conti il 18 novembre 1949, registro n. 4, foglio n. 235, con il quale è stato bandito un concorso per titoli a tre posti di vice coadiutore (grado 10°) nel ruolo di gruppo *B* dell'Amministrazione centrale;

Vista la graduatoria di merito in data 31 marzo 1951, formata dalla Commissione giudicatrice del concorso suddetto, nominata con decreto Ministeriale 5 ottobre 1950, registrato alla Corte dei conti il 21 novembre 1950, registro n. 7, foglio n. 104;

Considerato che l'organico del personale di gruppo *B* comprende quaranta unità, che i posti riservati agli invalidi di guerra ammontano a quattro, in ragione del 10% dell'organico; che già due di essi sono stati occupati, nel grado 8°, dai signori Feo Filippo, invalido di guerra, Balducci Erminio, invalido civile per fatto di guerra e, nel grado 9°, dal sig. Marino Bruno, invalido di guerra; che è opportuno assegnare un altro posto nel concorso di cui trattasi ad un idoneo invalido, ai sensi della legge 3 giugno 1950, n. 375, concernente la riforma della legge 21 agosto 1921, n. 1312, sull'assunzione obbligatoria al lavoro degli invalidi di guerra;

Considerato che l'invalido dott. Carnevali Marcello, compreso nella graduatoria del concorso a cinquantasette posti di vice segretario in prova nel ruolo del gruppo *A* dell'Amministrazione centrale, ha dichiarato di accettare quella nomina, e che, pertanto, l'idoneo invalido sig. Virdia Quirico può essere dichiarato vincitore;

Visto l'art. 44 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito del concorso per titoli a tre posti di vice coadiutore (grado 10°) nel ruolo di gruppo *B* dell'Amministrazione centrale, bandito con il decreto Ministeriale 4 ottobre 1949 citato nelle premesse:

1. Piccione Francesco . . punti 64,50
2. Carnevali Marcello, invalido di guerra » 56 —
3. Bocca Giuseppe . . » 49 —
4. Lombardi Alfredo, decorato di croce di guerra al merito, ex combattente » 47 —
5. Pellegrino Renato » 47 —
6. Virdia Quirico, invalido di guerra, ex combattente » 29 —

Art. 2.

I sottoelencati candidati sono dichiarati vincitori del concorso suddetto nell'ordine seguente:

Piccione Francesco; Carnevali Marcello, invalido di guerra; Bocca Giuseppe.

Art. 3.

I sottoindicati candidati sono dichiarati idonei nell'ordine seguente:

Lombardi Alfredo; Pellegrino Renato; Virdia Quirico, invalido di guerra, ex combattente.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 1° giugno 1951

Il Ministro: TOGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 dicembre 1951
Registro n. 11 Industria e commercio, foglio n. 176.

(257)

MINISTERO DEL TESORO

Sostituzione di un membro della Commissione esaminatrice del concorso ad agente di cambio presso la Borsa valori di Roma.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 19 aprile 1946, n. 321, contenente norma per i concorsi ad agente di cambio e per il funzionamento delle Borse valori;

Visto il decreto Ministeriale 3 marzo 1951, con il quale è stata costituita, fra l'altro, la Commissione esaminatrice del concorso ad agente di cambio per la Borsa valori di Roma, con decreto Ministeriale 10 febbraio 1951;

Visto il decreto Ministeriale 27 aprile 1951, con il quale il dott. Tommaso Cataldi, presidente di sezione alla Corte di appello di Roma, è stato nominato presidente della Commissione stessa, in sostituzione del dott. Giovanni Battista Di Leva.

Vista la lettera del 1° dicembre 1951, del presidente della Commissione esaminatrice, con la quale viene comunicato che il dott. Edoardo Paolillo, agente di cambio, ha rassegnato, per inderogabili motivi di famiglia, le dimissioni dall'incarico di componente della precitata Commissione;

Vista la lettera in data 4 dicembre 1951 del Comitato direttivo degli agenti di Cambio di Roma concernente la designazione, da parte dello stesso, del nuovo agente di cambio al quale affidare l'incarico di cui sopra;

Ravvisata la necessità di provvedere alla nomina del nuovo componente della Commissione esaminatrice, in sostituzione del dott. Edoardo Paolillo, dimissionario;

Decreta:

Il rag. Mario Ranghi, designato dal Comitato direttivo degli agenti di cambio di Roma, è nominato componente della Commissione esaminatrice del concorso ad agente di cambio, indetto con decreto Ministeriale 10 febbraio 1951, presso la Borsa valori di Roma, in sostituzione del dott. Edoardo Paolillo.

Roma, addì 28 dicembre 1951

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 gennaio 1952
Registro Tesoro n. 1, foglio n. 243. - GRIMALDI

(440)

Ricostituzione della Commissione esaminatrice del concorso ad agente di cambio presso la Borsa valori di Palermo

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 19 aprile 1946, n. 321, contenente norme per i concorsi ad agente di cambio e per il funzionamento delle Borse valori;

Visto il decreto Ministeriale 3 marzo 1951, con il quale è stata costituita, fra l'altro, la Commissione esaminatrice del concorso ad agente di cambio per la Borsa valori di Palermo, indetto con decreto Ministeriale 10 febbraio 1951;

Visto il decreto Ministeriale 6 luglio 1951, con il quale il dott. Giuseppe Pretonari, designato dal Comitato direttivo degli agenti di cambio di Palermo, è stato nominato componente della Commissione esaminatrice, in sostituzione del dott. Giovanni Vincenzo Mortillaro;

Viste le lettere in data 30 ottobre e 15 novembre 1951, con le quali i signori dott. Giuseppe Pretonari, per motivi personali, e l'avv. Enrico La Loggia, per sopraggiunti impegni professionali, hanno rassegnato le dimissioni dall'incarico di componenti della precitata Commissione esaminatrice,

Vista la lettera in data 7 novembre 1951, con la quale il dott. Salvatore Abramo, presidente di sezione della Corte di appello di Palermo, ha richiesto di essere dispensato dalle funzioni di presidente della stessa Commissione, a causa delle molteplici occupazioni inerenti al suo alto ufficio;

Viste le lettere, in data 4 dicembre 1951, del Comitato direttivo degli agenti di cambio di Palermo e della Deputazione di borsa, concernenti le designazioni dei nuovi componenti della succitata Commissione, in sostituzione di quelli dimissionari;

Ravvisata la necessità di provvedere alla ricostituzione della Commissione esaminatrice del concorso ad agente di cambio per la Borsa valori di Palermo;

Decreta:

La Commissione esaminatrice del concorso ad agente di cambio, indetto con decreto Ministeriale 10 febbraio 1951, per la Borsa valori di Palermo, è ricostituita come segue:

Presidente:

Carbone dott. Pasquale, ispettore superiore del Tesoro, delegato governativo.

Membri:

Gualco Giovanni Battista, designato dal Comitato direttivo degli agenti di cambio di Palermo;

Oriando dott. Carlo, designato dalla Deputazione di borsa di Palermo.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 28 dicembre 1951

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 gennaio 1952
Registro Tesoro n. 1, foglio n. 244. — GRIMALDI

(441)

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario capo di 1ª classe (grado III) vacante nel comune di Sesto San Giovanni (Milano).

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 5 settembre 1951, per il conferimento del posto di segretario capo di 1ª classe (grado III) vacante nel comune di Sesto San Giovanni (Milano);

Visto il decreto Ministeriale 19 dicembre 1951, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851, nonchè il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario capo di 1ª classe vacante nel comune di Sesto San Giovanni (Milano) nell'ordine appresso indicato:

1. Davi dott. Guido . . . . punti 94,16
2. Zito dott. Ludovico . . . . . » 88,06
3. Quarato Matteo . . . . . . » 87,33
4. Emiliani Nicola . . . . . . » 85,60
5. Roccella dott. David . . . . . » 85,12
6. Troccoli Bernardino . . . . . » 83 —
7. Perta dott. Angelo . . . . . » 82,75
8. Fabbri dott. Giulio . . . . . » 82,23
9. Mona Vito Nicola . . . . . » 82 —
10. Rossetti dott. Ermenegildo . . . . » 81,84
11. Vasta dott. Rosario . . . . . » 81,50
12. Macaluso Bartolomeo . . . . . » 81,33
13. De Cesaris dott. Enrico . . . . » 80,50
14. Natale dott. Antonio . . . . . » 78 —
15. Brunetti dott. Giulio . . . . . » 76,93
16. Cantarini dott. Giulio . . . . . » 75,86
17. Rianò dott. Enrico . . . . . » 75,77
18. Florentin dott. Antonio . . . . » 75,35
19. Rocco Angelo . . . . . . » 74,70
20. Manzini dott. Dario . . . . . » 72,81
21. Di Tizio Ermanno, ex combattente, croce al merito di guerra . . » 72,08
22. Succi Cimentini dott. Flobert . . . » 72,08
23. Cannata dott. Vincenzo . . . . » 70,90
24. Sgro dott Pietro . . . . . . » 69,40
25. D'Ermo Amato . . . . . . » 66,60
26. Bossolo dott Luigi . . . . . » 65,97
27. Calvano Carlo . . . . . . » 64,58
28. Gambosu dott. Gavino . . . . . » 64,45
29. Grossi dott. Artemio . . . . . » 59,95
30. De Petris Paolo . . . . . » 57,50
31. Galli dott. Pietro . . . . . » 52,04

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 14 gennaio 1952

Il Ministro: SCELBA

(303)

Graduatoria del concorso al posto di segretario generale di 2ª classe (grado II) vacante nel comune di Sassari

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 5 settembre 1951, per il conferimento del posto di segretario generale di 2ª classe (grado II) vacante nel comune di Sassari;

Visto il decreto Ministeriale 19 dicembre 1951, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso,

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso,

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851, nonchè il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso per il posto di segretario generale di 2ª classe (grado II) vacante nel comune di Sassari, nell'ordine appresso indicato:

1. Barborini dott. Erminio . . . punti 93,82 su 132
2. Raso dott. Nicolino . . . . » 92,33 »
3. Michelon dott. Giovanni . . . . » 89,78 »
4. Di Capua dott. Matteo . . . . » 84 — »
5. Livi dott. Filiberto . . . . » 83,09 »
6. Roccella dott. Davide . . . . » 74,62 »
7. Davi dott Guido . . . . » 71,16 »
8. Zito dott. Ludovico . . . . » 70,06 »
9. Mazzoni dott. Francesco . . . . » 69,58 »
10. Del Bene dott. Giovanni . . . . » 67,09 »
11. Fabbri dott Giulio . . . . » 63,73 »
12. Troccoli Bernardino . . . . » 61,50 »
13. Vasta dott Rosario . . . . » 60 — »
14. Mona Vito Nicola . . . . » 59,50 »
15. Fiorentin dott. Antonio . . . . » 59,35 »
16. Cannata dott. Vincenzo . . . . » 54,90 »
17. Calvano Carlo . . . . » 50,58 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 19 gennaio 1952

Il Ministro: SCELBA

(438)

PREFETTURA DI CALTANISSETTA

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Caltanissetta

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CALTANISSETTA

Visto il bando di concorso in data 30 giugno 1947, n. 12418, relativo ai posti di condotte veterinarie vacanti nella provincia di Caltanissetta al 30 novembre 1946;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso, nominata con decreto dell'A.C.I.S. del 22 marzo 1949 e modificata con successivo decreto del 29 maggio 1950;

Visto l'art. 23 del regolamento sui concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati al suindicato concorso:

1. Scarpinato Michele fu Angelo . . . punti 123,30
2. Puma Ernesto fu Francesco Paolo . . » 114,25
3. Tarantino Giovanni fu Domenico . . » 108,76
4. Sanci Giovanni di Sebastiano . . » 108,31
5. La Spina Francesco fu Salvatore . . » 107,25
6. Maida Carmelo fu Alessandro . . . » 105,63
7. Bisazza Vincenzo fu Andrea . . . » 105,34
8. Cirrito Francesco fu Giuseppe . . . » 104,27
9. Valenti Alfonso di Antonino . . . » 102,61
10. Genovesi Benedetto di Pietro . . . » 100,85
11. Gagliardo Filippo fu Antonino . . . » 99,98
12. Raiti Francesco di Pietro . . . » 99,25
13. Salerno Salvatore di Giuseppe . . . » 98,26
14. Mancuso Guido fu Pietro . . . » 95,—
15. Nasello Carmelo fu Domenico . . . » 94,32
16. Ragusa Calogero di Salvatore . . . » 93,43
17. Cona Angelo fu Carmelo . . . » 92,78
18. Graci Arcangelo di Cataldo . . . » 89,40
19. Vasapolli Francesco fu Antonino . . » 87,71
20. Cognata Carlo di Salvatore . . . » 81,04
21. Parolini Sergio di Quirino . . . » 79,06
22. Bianco Giovanni di Gaetano . . . » 76,68
23. Di Lapi Antonino di Benedetto . . » 73,80
24. Valenti Carmelo di Michele . . . » 68,25
25. Rotolo Alfonso di Salvatore . . . » 66,30
26. Marchese Ragona Calogero di Eiego . . » 65,87
27. Cutrera Pasquale di Vincenzo . . . » 64,27
28. Scavone Salvatore di Andrea . . . » 60,62
29. Termini Luigi di Antonino . . . . » 59,97

Il presente decreto verrà pubblicato agli effetti di legge nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura di Caltanissetta ed a quello dei Comuni interessati al concorso.

Caltanissetta, addì 16 gennaio 1952

Il prefetto: LO MONACO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CALTANISSETTA

Visto il bando di concorso in data 30 giugno 1947, n. 12418, relativo ai posti di condotte veterinarie vacanti nella provincia di Caltanissetta al 30 novembre 1946;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso, nominata con decreto dell'A.C.I.S. del 22 marzo 1949 e modificata con successivo decreto del 29 maggio 1950;

Visto il decreto prefettizio di pari numero e data, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati al suindicato concorso;

Visto l'art. 55. del regolamento sui concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I sottosegnati candidati ai posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Caltanissetta al 30 novembre 1946 sono dichiarati vincitori del concorso stesso per le sedi a fianco indicate:

1) Scarpinato Michele fu Angelo, per la condotta veterinaria di Caltanissetta;

2) Puma Ernesto fu Francesco Paolo, per la condotta veterinaria di Niscemi;

3) Tarantino Giovanni fu Domenico, per la condotta veterinaria di Riesi;
4) Sanci Giovanni di Sebastiano, per la condotta veterinaria di Santa Caterina;
5) La Spina Francesco fu Salvatore, per la condotta veterinaria di Vallelunga Pratameno;
6) Maida Carmelo fu Alessandro, per la condotta veterinaria di Serradifalco;
7) Bisazza Vincenzo fu Andrea, per la condotta veterinaria di Sutera;
8) Cirrito Francesco fu Giuseppe, per la condotta veterinaria di Villalba;
9) Valenti Alfonso di Antonino, senza sede;
10) Genovesi Benedetto di Pietro, senza sede;
11) Gagliardo Filippo fu Antonino, senza sede;
12) Raiti Francesco di Pietro, senza sede;
13) Salerno Salvatore di Giuseppe, senza sede;
14) Mancuso Guido fu Pietro, senza sede;
15) Nasello Carmelo fu Domenico, senza sede;
16) Ragusa Calogero di Salvatore, senza sede;
17) Cona Angelo fu Carmelo, senza sede;
18) Graci Arcangelo di Cataldo, senza sede;
19) Vasapolli Francesco fu Antonino, senza sede;
20) Cognata Carlo di Salvatore, senza sede;
21) Parolini Sergio di Quirino, senza sede;
22) Blanco Giovanni di Gaetano, senza sede;
23) Di Lapi Antonino di Benedetto, senza sede;
24) Valenti Carmelo di Michele, senza sede;
25) Rotolo Alfonso di Salvatore, senza sede;
26) Marchese Ragona Calogero di Diego, senza sede;
27) Cutrera Pasquale di Vincenzo, senza sede;
28) Scavona Salvatore di Andrea, senza sede;
29) Termini Luigi di Antonino, senza sede.

Il presente decreto verrà pubblicato agli effetti di legge nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e nei Comuni interessati al concorso.

Caltanissetta, addì 16 gennaio 1952

Il prefetto LO MONACO

(412)

PREFETTURA DI MANTOVA

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Mantova

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MANTOVA

Visto il proprio decreto 20 luglio 1950, n. 23786, con il quale veniva bandito un concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Mantova al 30 novembre 1949;
Visti i decreti dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica 8 maggio 1951, n. 20442.2/1064 e 1° dicembre 1951, n. 20442.2/12844, circa la nomina della Commissione giudicatrice dell'anzidetto concorso;
Vista la graduatoria rassegnata dalla Commissione giudicatrice a conclusione delle operazioni di concorso;
Ritenute legittime le operazioni anzidette;
Visti gli articoli 55 e 23 del regolamento sui concorsi sanitari 11 marzo 1936, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle concorrenti partecipanti al concorso di cui in premessa e dichiarate idonee:

1.	Rodighiero Caterina	punti	60,27	su 100
2.	Mariani Wanda	»	59,59	»
3.	Ghidelli Maria	»	59,07	»
4.	Ghidini Pierina	»	58,05	»
5.	Pavarina Santina	»	57,90	»
6.	Penna Rosa Lidia	»	57,86	»
7.	Accordi Erminia	»	56,68	»
8.	Menotti Pasquina	punti	56,57	su 100
9.	Bettini Alda	»	56,50	»
10.	Scansani Rosina	»	56,47	»
11.	Lodi Rizzini Clara	»	55,40	»
12.	Romanini Rina	»	55,04	»
13.	Leali Nerina	»	54,69	»
14.	Bonifacci Giulietta	»	53,99	»
15.	Travaini Fedora	»	53,83	»
16.	Ruggeri Lina	»	52,87	»
17.	Brazzi Wilma	»	52,72	»
18.	Ganeo Rossana	»	52,30	»
19.	Rossini Teresina	»	52,11	»
20.	Borghi Anna	»	51,30	»
21.	Jori Lina	»	50,85	»
22.	Tessari Genoveffa	»	50,53	»
23.	Carli Milena	»	49,24	»
24.	Cavalli Carolina	»	48,46	»
25.	Artegiani Climene	»	47,76	»
26.	Fila Maria	»	46,79	»
27.	Spaggiari Maria	»	46,78	»
28.	Testoni Lina	»	46,18	»
29.	Boni Lucia	»	44,67	»
30.	Borsatti Gina	»	44,09	»
31.	Maddi Erminia	»	43,93	»
32.	Cugola Leda Rosa	»	43,64	»
33.	Masotti Nella	»	43,32	»
34.	Cristanini Bianca	»	43,26	»
35.	Loser Maria	»	43,15	»
36.	Orlandelli Silene	»	42,37	»
37.	Comini Carmen	»	41,65	
38.	Cinesi Clara	»	40,79	
39.	Bonazzi Anna	»	39,89	»
40.	Mortoni Palma	»	39,37	»
41.	Melchiorri Iride	»	39,31	»
42.	Bernardelli Mafalda	»	38,73	
43.	Caraboldi Regina	»	38,16	»
44.	Vagni Rita	»	37,91	»
45.	Lanari Evelina	»	37,73	»
46.	Magnanini Gallia	»	37,29	»
47.	Righi Flora	»	35,87	»

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura e dei Comuni della Provincia.

Mantova, addì 28 dicembre 1951

Il prefetto: JANNONI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MANTOVA

Visto il proprio decreto pari numero in data odierna, con il quale è stata approvata la graduatoria delle ostetriche partecipanti al concorso bandito con decreto prefettizio 27 luglio 1950, n. 23786;
Visto l'art. 55 del regolamento sui concorsi sanitari 11 marzo 1935, n. 281;
Viste le preferenze espresse in domanda, relativamente alla sede delle concorrenti risultate vincitrici di condotta;

Decreta:

Le seguenti concorrenti sono dichiarate vincitrici della sede a fianco di ciascuna indicata

1) Rodighiero Caterina di Giovanni: Gonzaga (Bondeno);
2) Mariani Wanda di Ugo: Bigarello;
3) Ghidelli Maria di Giuseppe: San Giovanni Dosso.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Mantova, addì 28 dicembre 1951

Il prefetto: JANNONI

(311)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.